

SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE

INTRODUCTION

Depuis un siècle la qualité de marxiste a été revendiquée par une foule de partis et de courants. C'est en Allemagne, dans le mouvement ouvrier allemand, que cette tendance fut le plus clairement observable. Dans la période dite de Weimar, en particulier, la gamme spectrale du marxisme s'étendait de la lisière du fascisme à l'extrémisme le plus décidé. Ce morcellement révélait, sans aucun doute, une étape très avancée dans la décomposition d'un mouvement politique, incapable d'apporter une solution durable, réelle, à la crise d'une société convulsionnaire.

Rarement dans l'histoire moderne les affrontements entre partisans d'un même idéal proclamé furent aussi violents, les clivages aussi définitifs, les haines plus implacables. Le mouvement ouvrier allemand, dans ses vellétés d'action comme dans ses constantes d'impuissance, exprima plus que tout autre la grande mutation de la société capitaliste au début du vingtième siècle. Il s'effondra un jour enfin. Mais les poussières soulevées par cette chute n'ont pas fini de retomber ; et peut-être ailleurs que dans les livres.

L'historiographie du socialisme allemand en général, de ses triomphes et de ses désastres, est devenue un thème de parade à fins de propagande. Chacune des parties, qui en furent responsables et victimes, s'efforcent de placer l'autre à l'origine de la catastrophe. Tantôt embarrassé, tantôt accusateur, toujours conforme à une orthodoxie installée, le récit des luttes anciennes a pour objet l'apologie, explicite ou non, de l'état présent. Certes, pour chacun des camps, c'est un ordre différent qu'il s'agit de défendre et d'illustrer.

L'extrémisme, la frange radicale du communisme, n'a pas de place en ce tournoi. À peine en parle-t-on, et c'est alors pour en réaffirmer l'inanité, la folie. Et, de fait, dans un pays - ou plutôt deux, en l'occurrence - qui, pour quelque raison que ce soit, vit dans l'harmonie sociale, la paix relative entre les classes, l'extrémisme n'a pas de sens.

L'extrémisme, phénomène né de crises particulières, a contribué à les approfondir. Il a vécu de ces crises et aussi il en est mort. On peut dire aujourd'hui qu'il fut une virtualité, jamais une réalité, de l'histoire contemporaine. S'il a disparu dans sa forme spécifique, il ne s'ensuit pas cependant qu'il a cessé de remuer quelque part dans les profondeurs des sociétés modernes : c'est un état d'esprit extrémiste qui se manifeste parfois dans les grèves sauvages ou les initiatives populaires de notre temps.

D'autre part, au travers de ses crises, la société a révélé ses traits véritables, certaines de ses tendances à court et à long terme. La critique que les extrémistes en ont fait à l'époque, dans la rue, puis dans des brochures, est autre chose encore qu'un témoignage. À coup sûr, cette critique est marquée par ses défaites, limitée à une phase historique précise. Mais son acharnement même lui a permis une mise en question totale d'un monde et d'organisations dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont toujours en place - et moins changés qu'il ne paraît.

La critique extrémiste apprit, par le fer et par le sang, à connaître ses ennemis, à les connaître mieux qu'ils ne se connaissaient eux-mêmes : ceux qui ont renoncé à s'installer en sauront toujours plus long que ceux qui sont installés, d'un savoir inefficace sans doute, puisqu'il n'a pas les moyens du pouvoir, mais ouvert à la perspective d'un changement radical. Au-delà du délabrement des rêves et des passions, la critique extrémiste a autre chose à proposer que la lucidité de commande des historiens officiels. Et si elle ne pouvait offrir que cela, il vaudrait encore la peine d'y aller voir.

L'essai que voici portera donc sur quelques uns des aspects principaux du mouvement ouvrier allemand. Il le prendra non loin de son apparition comme force historique et le suivra jusqu'à sa perte, sans se soucier toutefois de sa résurgence ultérieure. Insistant sur les éléments extrêmes de ce mouvement, il en faussera tant soit peu la compréhension. Mais aussi bien vouloir - ou plutôt prétendre - rétablir la vérité intégrale en ce domaine serait utopie ou mensonge. L'auteur, comme tout autre, sans exception, est partisan. Il n'entend prononcer ni un panégyrique rétrospectif ni des appels de propagande ; mais il jugera, s'efforçant néanmoins de fournir au lecteur les pièces nécessaires à ce qu'il puisse, à son tour, juger ce jugement.

Sans oublier le déroulement des faits réels, l'analyse mettra, peu ou prou, entre parenthèses des facteurs importants du point de vue de l'histoire effective de la société allemande. Ainsi du rôle de l'État pendant la période considérée, de ses empiétements sur la vie politique et sociale. Ainsi également de sujets souvent mieux traités que le précédent comme l'évolution de la conjoncture, des cartels, de l'armée, des syndicats patronaux et des syndicats d'ouvriers chrétiens, bref, des forces généralement tenues - à

l'époque - pour les forces bourgeoises. De surcroît, cet essai ne fera guère entrer en ligne de compte la notion d'efficacité. Tel postulat méthodologique ne va pas sans danger. Pourtant cette notion, par nature, est la notion justificatrice, celle qui couvre toutes les soumissions. Son adoption est une signature, son rejet en est une autre.

Les extrémistes, quant à eux, ne se souciaient nullement d'imposer une législation quelconque par la voie parlementaire ; ils entendaient bouleverser, mieux, activer les consciences. Cette orientation, ils ne voulaient l'apprécier que sur ses résultats, c'est-à-dire, sa réalisation dans les faits. Dans cette optique, qui est la nôtre, l'activité, l'influence des extrémistes ne sont pas mesurables en voix électorales, ni même en effectifs. Au demeurant, faut-il le rappeler, l'efficacité indéniable sur ces plans des mouvements officiels n'empêcha pas leur reddition inconditionnelle, totale, sans combat.

Les circonstances de cette reddition sont bien connues, si les conditions historiques en sont toujours escamotées. L'un des objectifs de ce travail consiste à retracer ces conditions, celles du mouvement ouvrier en général, son comportement face à une crise de la société globale. Pour cela, il faudra s'attacher aux épreuves majeures et chercher loin les racines des conduites que ces épreuves révélèrent. Que fut donc cette Révolution de Novembre 1918, comme on appela la première et la seule tentative de transformer l'ordre établi dans un pays industriellement développé ? Quels furent les courants qui s'employèrent à lui préparer, saper ou barrer les voies ? D'où venaient-ils ? Où allèrent-ils ? Les circonstances et les actions des hommes, tel sera le premier aspect de notre enquête. Et le second sera l'évolution des idées, c'est-à-dire la mise au clair d'un corps de doctrine politique qui pourrait bien constituer le dernier état connu du marxisme.

CHAPITRE I

La formation de la bourgeoisie allemande comme classe politiquement dirigeante est un phénomène récent, sinon même actuel. En Angleterre, en France, cette classe acquit la direction des affaires au long d'une lutte séculaire, où les accommodements succédaient aux échecs. Mais elle agissait par elle-même et au grand jour. L'extension de ses pouvoirs dans l'économie et dans le domaine des idées culmina dans une extension de son pouvoir politique. Celle-ci, particulièrement en France, vint couronner une longue suite de combats historiques où furent vaincues, dans des proportions et avec des résultats différents, par étapes et tour à tour, les couches féodales ou extrême-conservatrices comme les couches petites-bourgeoises (et ouvrières) ou libérales, les couches paysannes accédant en masse à la petite propriété foncière. Parce qu'il n'est jamais de victoires totales dont les effets soient durables en leur intégrité, le pouvoir de la bourgeoisie reposait sur un compromis; mais ce compromis, la classe bourgeoise n'était pas loin d'en dicter elle-même les termes, du moins dans leur fond. Elle se comportait comme une classe de maîtres libres, fiers et indépendants, dont des arbitrages démocratiques venaient finalement trancher les différents. Rien de tel en Allemagne.

Les conséquences de la guerre de Trente Ans y entravèrent pour longtemps la constitution d'une nation moderne, unifiée, et de sa base industrielle - telle qu'elle se poursuivait à l'Ouest. Un grand nombre d'États (trente-neuf), largement repliés sur eux-mêmes; une poussière d'entreprises minuscules, jalousement corporatistes; une bureaucratie absolutiste et tatillonne; une masse d'hommes enfin croupissant dans l'univers perclus du servage et de la ferveur religieuse; tels étaient les carcans qui, il y a un siècle à peine, enserraient la société allemande. Cependant, un facteur d'unification prenait déjà forme: la Prusse. Il s'affirma au cours d'une guerre nationale, menée contre les forces jacobines de la Révolution et de l'Empire français. Ce facteur s'incarnait dans une puissance avant tout féodale, l'Armée, une classe de maîtres longtemps absolus: les *Junkers* et leur *Kaiser*.

En France, la bourgeoisie s'était émancipée par ses victoires, arrachées par des combats répétés. En Allemagne, son émancipation lui vint de sa défaite. La Révolution de 1848 n'exauça pas les vœux des artisans et des boutiquiers qui y jouèrent pourtant le "rôle décisif" (1). Ils aspiraient au maintien de protections qui, en fait, étaient déjà battues en brèche par le commerce international et l'essor du machinisme. Ils ne voulaient rien entendre, ni de la liberté d'entreprise, ni de la liberté d'embauche; une loi leur donna satisfaction: sur le papier (2). Mais ils furent vaincus parce qu'ils étaient trop faibles pour oser prendre le pouvoir et l'exercer, vaincus dans leur lutte, puis dans leur existence. Cette défaite sans rémission les replongea dans des rêves de retour au système des guildes médiévales; elle ruina définitivement la sécurité médiocre que les règlements corporatifs avaient jusqu'alors garantie tant bien que mal. La voie s'ouvrait vers la croissance de l'industrie, des banques et du commerce (3).

La rancœur et le mépris du libéralisme devinrent ainsi des traits permanents des classes moyennes, imprégnant en profondeur leurs conduites et leurs mentalités. Et, parmi les plus marqués de ces traits, figuraient la peur et la haine des ouvriers d'industrie, peu nombreux sans doute, mais dont l'apparition soudaine avait affolé quiconque possédait quelque bien.

De leur côté, les industriels, privés de soutiens solides dans la société, n'avaient que faire de la démocratie. Ils s'en remettaient à des arbitrages au sein de l'État. Celui-ci avait ainsi le moyen d'imposer une politique d'ensemble; du moins dans des proportions supérieures à ce qui se pratiquait dans les pays plus développés de l'Ouest. Une configuration nouvelle émergea dès lors, qui ne correspondait plus que partiellement au modèle fourni par les révolutions et les évolutions d'Occident. Toutefois, ces différences, si importantes soient-elles, ne sauraient masquer une identité foncière dans le développement de la forme capitaliste. Elles sont l'indice simplement de modalités de développement spécifiques. Et c'est pourquoi ce qui s'est passé en Allemagne, sans perdre son caractère particulier, contribue à éclairer ce qui s'est passé ailleurs, avant et surtout après la grande révolution industrielle de la fin du dix-neuvième siècle.

En Allemagne, le Capital ne disposait pas, pour élargir sa base de reproduction, de ces richesses personnelles que de longues décennies d'exploitation du travail humain et de pillages coloniaux avaient accumulées dans les mains des entrepreneurs anglais ou français. Les servitudes féodales continuaient de river à la glèbe des masses d'hommes; le vieux régime des corporations et des jurandes paralysait les initiatives et même supprimait les possibilités d'emploi; acquérir le "droit de bourgeoisie", préalable obligatoire à la création d'une entreprise n'était pas loin, littéralement, d'être une affaire d'État. La croissance du Capital fut au départ très lente, limitée à des régions déterminées. L'argent était rare. S'agissant du démarrage de l'industrialisation, les injonctions décisives vinrent du dehors, de la pression du commerce et des investissements étrangers.

Mais, s'il était plus pauvre en capitaux que ses concurrents, l'industriel allemand bénéficia d'emblée de leur avance dans la technologie, dans l'organisation de la production et du marché. Les progrès du Capital furent marqués par un développement systématique de la science et de ses

applications. En dépit de ses excès naturels, le passage de l'accumulation primitive à une reproduction toujours plus large du Capital s'effectua de façon plus rapide, plus pacifique et avec moins de souffrance qu'ailleurs. Le mode de répartition du Capital, où l'État intervenait puissamment, aux côtés des banques, favorisait sa concentration tandis que l'application intensive des découvertes scientifiques abaissait constamment le niveau des prix et augmentait la productivité.

Face aux capitalistes, les travailleurs étaient isolés. Ce qu'un éminent représentant du socialisme scientifique exprime en ces termes :

Les ouvriers n'étaient pas liés à la classe moyenne par une tradition de lutte commune pour les libertés politiques. Dans les autres pays, le dur patron d'industrie avait droit au respect, pour s'être emparé de l'État et l'avoir modernisé ; en Allemagne, le maître, volontiers brutal dans son entreprise, témoignait en politique d'une lâche soumission et ne donnait en fait d'exemple que l'exemple de sa servilité (4).

Subissant des abus criants, leur nombre et leur éducation croissant, les ouvriers se mirent en devoir de se défendre. Ce fut par l'organisation, comme dans les autres pays ; toutefois, les éléments libéraux exercèrent sur l'évolution de celle-ci une influence plus réduite qu'en Angleterre, par exemple. Certes, cette influence joua, et même beaucoup, mais ce fut relativement tard et d'une manière qui ne fut jamais très nette, du moins au niveau du langage, sauf en ce qui concerne quelques éléments qui ne rencontrèrent jamais l'approbation du Parti comme tel.

La social-démocratie pouvait se dire sociale, parce qu'elle regroupait les masses, les représentaient dans les instances législatives, formulaient leurs revendications. Elle était aussi démocratique parce que, éloignée de la violence, elle entendait réaliser ses objectifs dans "l'ordre et la loi". Mais c'était aussi un parti que n'attiraient guère les idéaux économiques du libéralisme classique ; en effet, ses commettants - ou ceux qu'on tenait pour tels - n'avaient en général aucun intérêt commun avec la libre entreprise, lors même qu'ils n'en étaient pas les adversaires déclarés. Mieux encore, ils attendaient le progrès social de sa concentration - c'est-à-dire de la ruine des entreprises individuelles. Donc une vocation au progrès et à la "justice sociale", mais une vocation hésitante, faute d'appui dans des classes moyennes privées de consistance politique, faute aussi des conditions qui avaient permis l'essor des idéaux manchestériens.

En revanche, au plan politique, la social-démocratie reprenait en partie l'héritage libéral. Elle s'opposait à l'Armée, incarnation du régime, pour diminuer les charges militaires ; aux *Junkers*, pour amener une baisse du prix des denrées agricoles, hautement protégées ; aux grands industriels, bénéficiaires de privilèges aussi coûteux qu'exorbitants ; à l'État, à qui elle demandait des mesures efficaces en matière de protection des travailleurs et d'enseignement qu'elle voulait plus complets ; à la société allemande, enfin, à qui non sans raison elle reprochait de la traiter, elle et ses membres, en paria dont les avis ne comptaient point. La social-démocratie ne pouvait être vraiment libérale, elle se fit révolutionnaire : il semblait en effet qu'elle ne pouvait poser ses revendications que par des paroles percutantes.

Cette attitude, cependant, devait susciter à plus d'une reprise de vives tensions au sein de l'organisation. Plus généralement, le parti des ouvriers, sommé d'affronter quasi seul un État tout-puissant ne pouvait attendre quelques résultats que ce soit que de sa cohésion interne et de son étendue : il cherchait donc à rassembler des militants et des électeurs. Pour assurer la cohésion, il fallait un corps politique solidement bâti et, dans la phase de croissance accélérée, un corps doctrinal élaboré. Là seulement elle pouvait trouver un ciment, soit un système de références conceptuel sur lequel fonder en théorie ses revendications pratiques, en leur conférant une rationalité d'ensemble, et un élément dynamiseur, capable d'agir sur les masses et de les enthousiasmer.

Ce réseau d'analyses et de conclusions vint en quelque sorte de l'extérieur, de l'observation critique des révolutions politiques en France, de la révolution économique en Angleterre, de l'évolution des mouvements socialistes et libéraux en ces deux pays. Cette tâche, à sa première étape, fut effectuée par un penseur qui se réclamait à la fois du communisme et du réformisme libéral : Karl Marx. Il prônait une formation ouvrière indépendante des formations bourgeoises, avec des objectifs définis en fonction de la conjoncture et qui, progressivement, devaient entraîner l'adhésion de la plus grande partie de la population. Cette formation politique était l'héritière désignée du capitalisme, voué à un effondrement inéluctable. Et s'il retenait pour cette dernière phase l'idée d'une révolution violente, Marx admettait une pratique pacifique, ordonnée, ancrée dans les conditions immédiates et à partir de laquelle il devenait possible de rejeter l'action insurrectionnelle (et inefficace) à la française.

Un dirigeant socialiste français, précisément, Jules Guesde, correspondant et, après la Commune, partisan de Marx, pouvait résumer ainsi leur conception commune :

Comme vous je suis persuadé qu'avant de songer à l'action, il faut avoir constitué un parti, une armée consciente, au moyen d'une propagande aussi active que continue. Comme vous enfin je nie que la simple destruction de ce qui existe suffise à l'édification de ce que nous voulons et je pense que pendant plus ou moins longtemps l'impulsion, la direction devront venir d'en haut, de ceux qui "en savent davantage" (5).

Ainsi l'exaltation mais la prudence ; un mouvement visant à enseigner les masses par la diffusion de la science et qui confiait à des techniciens de la politique le soin de les diriger et de les représenter ; une transition censée naturelle du capitalisme à un autre type de société, fondée sur la réduction drastique de la propriété privée des moyens de production, entamée déjà par le Capital lui-même ; tels étaient les traits saillants de la doctrine de Marx, telle du moins elle fut reçue - avec l'approbation de son auteur - par la social-démocratie, allemande ou autre.

NOTES

- 1) Friedrich Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, Paris, 1935, p. 10.
- 2) Cf. Robert Legrand, *L'Organisation corporative de la petite industrie allemande*, Paris, 1911, pp. 12-22 ; Pierre Bernaerts, *La Formation de la grande industrie allemande*, Paris, 1932, pp. 547-558.
- 3) Th. Hamerow, "The German Artisan Movement, 1848-1849", *Journal of Central European Affairs*, juil. 1961, pp. 136-152.
- 4) Anton Pannekoek, *Worker's Councils*, Melbourne, 1950, pp. 121-27.
- 5) Lettre à Marx ; publiée par Boris Nicolaevski, "Contribution à l'histoire de la naissance du parti socialiste en France", *Le Combat marxiste*, mai 1935, p. 19. (Nicolaevski date cette lettre de "fin 1878", M. Rubel la situe en mars 1880 - cf. Karl Marx, *Oeuvres. Economie*, I, Paris, 1963, p. CLVIII.).

CHAPITRE II

Il est possible que notre politique actuelle vienne à s'effondrer après ma mort. Mais le socialisme d'État n'en vaincra pas moins. Quiconque reprendra ces idées, prendra aussi la barre.

Bismarck (1881)

Il y a un siècle, en 1870, l'Allemagne était encore un pays agricole. Les restrictions médiévales aux libertés professionnelles et au droit d'établissement - déjà relâchées sans doute en pratique - n'avaient été levées légalement que l'année précédente. Ailleurs, ce système avait été aboli au cours de révolutions politiques. Ici, cette suppression suivait les premières phases du démarrage économique. Elle n'était pas l'œuvre d'hommes brisant avec leurs chaînes celles des autres, mais un résultat du développement de l'industrie et du commerce, de la vapeur et de la mécanique associées aux banques.

L'étranger fut l'une des chevilles ouvrières de ce développement. Les capitaux étrangers s'investirent dans les mines et les entreprises métallurgiques de l'Ouest, dans les industries chimiques et le textile. Ils créèrent des banques, et le Code du Commerce fut calqué sur des modèles étrangers. Ils implantèrent des usines perfectionnées, importèrent la somme des innovations techniques et l'état d'esprit qui se trouvait à leur origine, le matériel hautement élaboré et ses méthodes d'utilisation que l'espionnage économique, à lui seul, ne suffisait pas à découvrir. Ainsi a-t-on pu dire que la technique étrangère a éduqué l'exploitation allemande (1), et même que "les fruits de l'entreprise française, dans les industries lourdes, ne furent pas récoltés en France, mais ailleurs et surtout en Allemagne" (2). Quand même il n'en fût pas à ce point, les capitaux étrangers empochaient de la sorte de plantureux dividendes ; nombre de mines, de banques, de fonderies, etc., avaient des propriétaires et des directeurs français, belges ou britanniques. Les uns et les autres reflueront cependant à partir de 1860, sous la pression des lois nouvelles édictées par l'État prussien.

Un observateur, rendu perspicace par la concurrence, devait noter plus tard qu'en Allemagne "l'État a fini par absorber quelques unes des fonctions que la société civile ne parvient plus à remplir" (3). La même constatation a pu être faite plus récemment, toujours à propos de ces temps lointains : "Le fait que l'État prussien détient une participation dans les entreprises industrielles... permet à l'administration gouvernementale de tenter l'instauration d'une forme rudimentaire de "planification économique" (4). Et de préciser : "Le rythme de l'industrialisation en Prusse fut freiné par manque de capitaux... Les luttes financières qu'Alfred Krupp dû soutenir à ses débuts sont très caractéristiques des difficultés rencontrées alors par les industriels. L'État, en ce cas, était disposé à avancer de l'argent, autant que sa situation financière le lui permit" (5).

Le développement du capitalisme peut, à cet égard, être comparé à celui de la France ; là aussi, l'État avait joué un rôle notable. Toutefois, les différences sont sensibles (6). En France, par exemple, l'État avait participé de façon décisive à la construction des réseaux ferroviaire mais ce fut longtemps de concert avec les grandes banques qui, en général, les administraient à compte privé. De même en Allemagne, dans une débauche identique de spéculation et de corruption. Cependant, la participation de l'État était nettement plus forte et, qui plus est, il intervint très tôt pour racheter les lignes privées, avec des fonds provenant, par exemple, d'une taxe sur ces mêmes lignes. En 1860, l'État détenait une participation équivalente à 60% du capital investi dans cette branche. Malgré une gabegie certaine, il se trouvait en mesure de décider et de faire appliquer des tarifs préférentiels au profit d'activités déterminées (7) capable d'orienter la vie économique.

Certes, comparée aux pouvoirs dont disposent les organismes régulateurs dans les sociétés d'aujourd'hui, cette intervention dans les transports, l'extraction minière, etc., accompagnée de manipulations fiscales, de subventions directes ou déguisées, peut paraître "rudimentaire". Aussi bien, dès cette époque, les courants étaient nombreux et puissants qui réclamaient une extension des pouvoirs de l'État (8). Néanmoins, dans les conditions du temps, et si, à première vue, le secteur étatique était trop étroit pour juguler les crises de façon vraiment appréciable, il n'en constituait pas moins, dans une économie vouée par nature à des fluctuations extrêmement brutales, un facteur d'équilibre, plutôt un stimulateur qu'un frein, d'ailleurs. À ce titre il constituait un modèle promis à l'imitation quasi universelle, y compris aux États-Unis, cette forteresse du libéralisme (9).

Le pays n'avait pas derrière lui un long développement organique du Capital. Les féodaux dépensaient leur argent sans souci d'épargne, les lendemains étant assurés par la peine de leurs sujets. La petite bourgeoisie, privée de ressort depuis sa défaite historique, reculait devant les initiatives. Les

institutions bancaires se chargèrent de drainer et de faire fructifier les fortunes que les particuliers n'osaient aventurer dans leurs propres affaires. Axées sur l'investissement, les banques n'hésitaient pas à fonctionner avec une marge de liquidités des plus réduite; cause, le cas échéant, de faillites spectaculaires et en chaîne (le mot *krach* est d'origine allemande !). Les émissions d'actions et l'octroi de crédits à long terme, qui devinrent plus fréquents à partir du début des années 70, entraînèrent des rapports étroits entre le capital financier et l'industrie lourde. On assista bientôt à la création d'unités industrielles géantes, puis à la formation de cartels et à l'apparition de prix de monopoles. Entre 1882 et 1895, le nombre des entreprises employant plus de mille personnes passa de 127 à 252 (10), tandis que la masse de la main d'œuvre s'accrut considérablement.

Cette activité fiévreuse, jointe à la diffusion des connaissances, entraîna une "lame de fond" démographique. De 24 millions d'habitants en 1816, la population atteignait près de 40 millions en 1871, soit un taux d'accroissement supérieur à 60%. Et pourtant l'émigration se poursuivait à un taux très élevé: 3,22% de la population en 1884 (11), année de la plus forte pointe, il est vrai. C'était un indice probant de la misère des masses laborieuses, l'un des rares moyens qu'elles avaient d'améliorer leur condition immédiate ; mais c'était aussi un facteur qui contribuait à éteindre les tensions sociales, liées au démarrage de l'économie.

Les progrès de l'industrialisation offraient également un exutoire aux masses paupérisées. Jusqu'à 1870, l'industrie accueillit une foule d'artisans dépossédés (12) ; mais ensuite l'injection de main d'œuvre dans les mines, les usines, etc. se fit pour la plus grande part en puisant dans la population rurale. On se trouvait en effet au début de la grande crise agraire qui, pendant toute la fin du dix-neuvième siècle, dépeupla progressivement les campagnes allemandes, en particulier dans les territoires d'outre-Elbe (13). C'est là surtout que la modernisation de l'agriculture venait déraciner les travailleurs des *latifundia* ; à l'Ouest, le petit paysan propriétaire réussissait mieux à s'accrocher au sol (14). La vague des anciens journaliers agricoles, abrutis par la misère, sans qualification, passifs, succédait donc maintenant, dans les centres d'embauche, aux anciens artisans, plus mobiles et dotés encore de traditions corporatives, qui haïssaient profondément le bourgeois, ce maître impitoyable et avide (15). Ce phénomène est sous-jacent aux événements dont nous parlerons plus loin.

L'instrument formateur de la nation allemande, comme partout, ce fut d'abord la guerre. Mais le grand moyen pacifique de l'unification, ce fut, comme en France, le contrôle du commerce extérieur, dans la mesure où il peut être imposé par des barrières douanières. Par étapes, tout au long du vingtième siècle, la Prusse mit sur pied une union douanière allemande; le *Zollverein* (16).

À partir des années 70, il fut réclamé avec une vive insistance par les propriétaires fonciers de Prusse, jusqu'alors libre-échangistes. Le défrichement de nouvelles terres à blé dans le Middle-West américain et la baisse des divers coûts de fret provoquèrent une dégringolade du cours des céréales : 14% dans l'ensemble - mais s'il n'y avait pas eu le tarif protecteur (et l'influence des *Junkers* !), il aurait baissé bien plus encore, de 40 à 50% dit-on (17). La grande propriété devait dès lors voir sa situation se détériorer graduellement, le soutien des cours étant assuré par des taxes de plus en plus impopulaires. En revanche, les matières premières nécessaires à l'industrie demeuraient libres de droit à l'importation tandis que, sur un marché hautement protégé, ne pesait plus la menace de la concurrence étrangère. Comme Marshall l'a fait observer, celle-ci pouvait produire à plus bas prix, surtout dans les pays anglo-saxons lesquels, au départ avaient ignoré la pression de la concurrence (18). En conséquence, et bien que les coûts de production aient été diminués grâce aux progrès techniques, les prix restaient remarquablement stables, dans la sidérurgie par exemple (19) ; ce profit additionnel fournit la base d'une accumulation accélérée de capitaux et, bientôt, de dumpings et d'après rivalités pour les débouchés extérieurs.

Le *Zollverein* fut donc un agent efficace dans la constitution des cartels allemands. Par ailleurs, si l'existence d'un tarif protecteur et d'autres barrières légales freinait, ou interdisait, les arrivages de capitaux étrangers, elle renforçait du même coup le rôle des banques et de leurs choix aventureux.

Bismarck : développement et social-conservatisme.

Un homme incarna cette évolution : le chancelier de Bismarck. Il réussit à maintenir les positions, que tout condamnait, de sa caste, les *Junkers*, en s'appuyant tour à tour, sans vergogne, sur les diverses couches de la société. Centralisateur, autrement dit prussificateur, il n'hésitait pas dans ses moments d'expansion socialisante à s'exprimer ainsi (1881): "Nous entretenons la construction de chemins de fer dont le rapport est douteux ; nous faisons exécuter des travaux d'amélioration qu'autrement nous laisserions chacun faire pour son propre compte. C'est là du communisme, j'en conviens" (20).

Étatisme, protectionnisme, à ces deux mamelles du développement économique, Bismarck n'eut de cesse d'adjoindre - si l'on peut dire - une troisième : les réformes sociales. Un député libéral, donc de la bourgeoisie d'affaires, lui reprochant (1880) à ce propos d'entraîner l'Empire "dans le sillage de Messieurs Schaeffle, Lassalle et Marx", le chancelier répliquait que, lui, il luttait "pour les masses contre

la minorité du peuple", que "l'État doit intervenir activement en faveur des classes ayant besoin d'aide", que peut-être c'était là du "socialisme". Et de conclure, le bon apôtre : "Je suis à cent lieues de déployer le drapeau des ennemis [du Capital] ; mais je pense que les masses aussi ont droit à la considération" (21). Paternalisme, démagogie, a-t-on dit mille fois. Mais ces épithètes ne servent en rien à situer historiquement une politique ; ne conviennent-elles pas, de reste, à n'importe quelle forme de politique en régime capitaliste ? Si Bismarck prenait cette direction, c'était en raison des pressions déjà exercées par le jeune mouvement ouvrier allemand, et qu'il voulait réduire pendant qu'il en était temps encore.

En Angleterre, le mouvement ouvrier, après une phase tumultueuse, s'était rallié très tôt aux idées et à la politique libérales. En France, après des luttes acharnées, il finit aussi par choisir la coopération avec les libéraux. Et sa longue interdiction sous le Second Empire, conséquence des défaites de 1848-1850, puis l'échec de la Commune de Paris, ne devaient pas peu contribuer à le pousser dans cette voie.

En Allemagne, la configuration sociale et politique, de même que le développement rapide et saccadé des forces productives, amenèrent des résultats très différents. Dès son apparition, le mouvement ouvrier fut brimé, entravé, quand ce ne fut pas simplement interdit. Par rapport à l'Angleterre, par exemple, le développement du Capital fut tardif ; par conséquent les masses d'argent à engloutir dans la production, afin de rattraper le retard et de soutenir le choc de la concurrence, étaient plus grandes et donc plus grande aussi la nécessité de la paix sociale. Il fallait freiner les coalitions ouvrières afin de remédier à la fragilité relative de toute la machine. Sur ce point, cette Allemagne-là, celle du demi-siècle qui va de 1840 à 1890, n'est pas sans présenter quelques analogies avec le modèle soi-disant soviétique de croissance, c'est-à-dire d'exploitation *extensive* du travail.

En Russie, vers 1924 - et même bien avant, et, sous une forme différente, déjà à l'époque tsariste - "la suppression de l'indépendance limitée des syndicats mit fin à la possibilité d'une opposition organisée à la chute des salaires réels. Ainsi fut levée, de façon décisive, un important obstacle au rythme de l'accumulation socialiste", en d'autres termes, "une accumulation accélérée aux dépens de la consommation" (22). Bien entendu, le processus de formation du Capital fut beaucoup moins barbare en Allemagne que dans la Russie stalinienne. En fait, il constitue quelque chose comme une forme intermédiaire entre cette dernière et le type de développement plus précoce qui fut celui de l'Ouest.

En Allemagne, l'existence d'une économie de marché et de l'anarchie de la production, qui caractérise peu ou prou la phase privée de l'appropriation de la plus-value, entraînait la constitution de blocs d'intérêts, dont celui qui rassemblait un nombre croissant d'ouvriers (et aussi de petits-bourgeois que le libéralisme à grandes guides ne pouvait séduire). Il s'agissait de régler, contrôler ses oppositions. Interdire ou entraver la bonne marche d'un mouvement ouvrier indépendant n'avait d'autre but que d'empêcher une certaine évolution du rapport de force politique. Mais, en l'espèce, dans un cadre semi-libéral, cela exigeait des concessions dont l'État cependant gardait l'initiative.

Plus donc l'industrie prospérait, plus se développait une politique sociale dont les racines plongeaient loin dans la tradition corporative. Dès les années 60, petit à petit, un système de caisses de secours apparaît dans certaines grandes entreprises rhénanes (23). Elles sont parfois organisées par des groupements d'ouvriers ou de bourgeois libéraux mais, plus souvent et avec de tout autres moyens matériels, ce sont les patrons qui, encouragés par les autorités locales, les mettent sur pied. Dans les années 70, Krupp, par exemple, fonde une caisse d'assurance-maladie, des magasins d'alimentation destinés au personnel, construit des logements, des dispensaires, etc. La liberté de conclure des contrats de travail, la politique libérale en matière de main d'oeuvre - instaurée à l'époque du régime libre-échangiste que les *Junkers* avaient fait prévaloir avant leur grand tournant -, cette politique, conjuguée aux avantages dont on bénéficiait dans les régions de Prusse rhénane, créait un appel d'air sur le marché de l'emploi, au profit des entreprises de la Ruhr (24). En même temps, les dures conditions de la vie ouvrière entraînaient une dégradation de l'état de santé des travailleurs et une fréquence accrue des accidents du travail dans les districts industriels.

Après le vote définitif de la "loi des socialistes" (oct. 1878), les organisations ouvrières disparurent presque complètement. Mais cette éclipse fut de courte durée, et leurs progrès dès lors ne cessèrent plus. Soucieux en général de développer la vocation paternaliste qu'il attribuait à l'État, soucieux dans l'immédiat d'enlever aux socialistes un moyen efficace d'agitation, Bismarck jeta les bases d'une législation moderne du travail, instituant entre autres l'assurance-maladie (1883) et l'assurance-accident (1884).

Ce régime qui, à l'origine, ne couvrait que les bas salaires et cela dans certains secteurs seulement, fut bientôt étendu et perfectionné (retraites, pensions-invalidité, etc.). L'ouvrier versait 70% des cotisations-maladie ; le reste étant à la charge du patron ainsi que les cotisations aux autres régimes, avec toutefois une participation légère de l'État et, comme dans les autres pays, un régime spécial pour les mines. Les caisses étaient administrées paritairement par des représentants des employeurs, des ouvriers et de l'État (25). En 1890, on estimait que l'ensemble des prestations sociales versées, à des titres divers, par les patrons s'élevait à 5,5% de la masse annuelle des salaires (26). Mais ces assurances sociales amenaient moins encore des avantages en argent que la certitude d'être pris en charge aux moments

critiques ; elles dissipèrent ainsi un lourd pan d'angoisse, dans la vie quotidienne... À cet égard, elles jouèrent un rôle dans la baisse progressive de l'émigration allemande comme dans le calme qui, longtemps, devait caractériser les manifestations ouvrières.

Pour ce qui va suivre, il est intéressant de noter que cette législation fut adoptée au Reichstag par une coalition des conservateurs et des catholiques (ultramontains), et contre le vœu des libéraux et des social-démocrates. Ceux-ci, trop réduits en nombre pour que leur vote eût une influence quelconque, considéraient que la législation sociale était tout au plus "à la traîne du socialisme". En fait, ils s'attachèrent surtout à faire porter leurs critiques sur la question du "contrôle démocratique" des caisses et, le temps aidant, ils finirent par y voir une "fondation" sur quoi bâtir le socialisme (27). Il convient de préciser à ce propos qu'en 1876 une loi avait enlevé en pratique aux syndicats tous moyens de gérer les caisses de secours (28), sur la création desquelles grands patrons et dirigeants Ouvriers tombaient généralement d'accord, le seul point litigieux étant leur modalité de gestion.

Le démarrage économique.

J'ai limité l'analyse à quelques points spécifiques, relatifs à l'entrée de la nation allemande dans l'univers du Capital. Pour simplifier l'exposé en fonction de nos intentions, j'ai laissé de côté l'évolution des classes dominantes, en particulier l'apparition d'une bourgeoisie d'industrie et de ses personnels de direction. Quant aux accomplissements de l'industrie, quelques indications chiffrées pourront suffire : elles sont assez spectaculaires.

Dans la Ruhr, le nombre des mineurs passe de 3.500 en 1830 à 12.700 en 1850, 30.000 en 1860, 50.000 en 1870, et en 1884 plus de cent mille travailleurs sont à l'oeuvre. La puissance installée en chevaux-vapeur passe de 25.000 CV en 1858 à 190.000 en 1887. la productivité annuelle par mineur de fond passe, grâce à une mécanisation très poussée, de 116 à 285 tonnes entre 1874 et 1880 (27) ; mais ensuite elle ne dépassera plus ce palier.

Fondée en 1815, la célèbre fabrique Krupp emploie 10 personnes en 1830, 99 en 1843, 352 en 1853, 4301 en 1863, 11.867 en 1873 (et quelque 110.000 en 1967) (30). En Prusse, la longueur du réseau ferroviaire sera de 232 km en 1840, 3.869 en 1850, 7.169 en 1860, 11. 523 en 1870, 20.348 en 1880 (31).

Mais trêves de données brutes; calculée en indices et sur une plus longue période, l'ensemble de la production fit plus que tripler en quarante ans, de 1860 à 1902. Cependant, tandis que la production de biens de consommation n'est pas loin de tripler, celle des moyens de production fait plus que quintupler pendant la période considérée.(32) Cette distorsion entre les deux secteurs de la production n'allait pas sans constituer un facteur, non le moindre, d'instabilité et de crise. En bref, le taux de croissance varie de 4 à 5% par an entre 1866 et 1874, n'atteint pas 3% entre 1872 et 1890, pour revenir ensuite et jusqu'en 1913 à un taux annuel de 4 à 5% (33). Le creux dans la production fut surtout profonde après la crise qui suivit en 1873 une série de krachs retentissants.

La crise sévissait sans doute alors à l'échelle internationale ; mais, en Allemagne, elle fut aggravée par la brusque injection des fameux "cinq milliards de francs-or", exigés en 1874 de la France vaincue. En même temps qu'elle désorganisait les marchés internationaux, cette contribution, "la plus grande opération sur l'or que l'histoire ait connue" (34), eut une influence considérable sur la conjoncture allemande, un rôle comparable aux pillages coloniaux sur le "décollage" économique de l'Angleterre. Elle éleva la spéculation à des niveaux inouïs, portant à un sommet la corruption politique et financière (35), créant des banques, suscitant des sociétés par actions, aux bases aussi fragiles les unes que les autres et qui, pour bonne part, ne tardèrent pas à s'effondrer. En effet, les champs d'investissement immédiat étaient encore très limités sur le territoire du nouveau Reich, et, après une courte fièvre, surtout dans la construction urbaine et les chemins de fer, l'activité déclina durablement (36).

Malgré tout, la production continuait d'augmenter, du moins dans les grandes entreprises, tandis que les salaires subissaient une chute brutale et accentuée. En 1876, par rapport à 1872, ils avaient baissé de 25 à 30% dans la métallurgie; et de près de 50% dans les mines (37) Toutefois, la concurrence demeurait si vive sur le marché de la main d'œuvre - en dépit des taux déjà très élevés de l'émigration - qu'il y eut peu de réactions notables. En revanche, le mécontentement populaire s'exprimait aux élections ; le paternalisme gouvernemental n'en pouvait mais : les socialistes allaient de victoires en triomphes électoraux.

Les socialistes ! Krupp les tenait pour des anarchistes et les rapports des Chambres de Commerce mettaient toute agitation parmi les ouvriers au compte de groupes extrémistes parfaitement inexistantes (38). En Allemagne comme ailleurs, pour ce qu'il est convenu d'appeler l' opinion publique, les socialistes n'étaient ni plus ni moins que des "voleurs", qu'il aurait bien fallu traiter comme tels. Et aux yeux du patron, l'ouvrier en grève "volait" la part de travail non payé qui lui revenait à lui, l'employeur, le "donneur de pain"...

L'attitude des patrons était très simple : d'un côté, une bonté à grand spectacle, que l'État venait relayer, le cas échéant ; de l'autre, le sentiment profond d'une puissance à la fois équitable et jalouse de ses prérogatives. Alfred Krupp, par exemple, exprimait le tout sans ambages. Dans une proclamation qui se voulait réponse à la tension régnant au sein de son entreprise (1872), il assure "qu'en règle générale, j'ai toujours augmenté volontairement les salaires" - et voilà pour la bonté ! -, pour conclure : "je suis et je resterai maître chez moi."(39). À coup sûr, ceux qui venaient troubler ce bel ordre ne pouvaient être que des meneurs mus par des ambitions sordides, des envieux, des déséquilibrés, d'un mot des "anarchistes".

Mais il n'y avait pas que Krupp, les patrons, la police, le gouvernement, les libéraux pour manier ce genre de notions...

NOTES

- 1) P. Bernaerts, *op. cit.*, pp. 349-868.
- 2) R. Cameron, "Some French Contributions to the Industrial Development of Germany", *Journal of Economic History*, XVI, 1956, pp. 316-17.
- 3) Henri Hauser, *Les Méthodes allemandes d'expansion économique*, Paris, 1917, p. 176.
- 4) W. O. Henderson, *The State and the Industrial Revolution in Prussia, 1740-1870*, Liverpool, 1958, p. XXII.
- 5) *Ibid.*, p. XXI.
- 6) W. O. Henderson, *The Industrial Revolution and the Continent*, Londres, 1961, p. 140.
- 7) Bechtel, *Wirtschaftsgeschichte Deutschlands*, vol. III, Munich, 1956, pp. 58 et 316-317. L'étatisation des chemins de fer fut pour l'essentiel achevée en 1880 ; cependant, elle ne devint totale qu'en 1919, après la grande grève des cheminots.
- 8) Pour un bon exemple du genre, cf. la manière dont en 1874 Schaeffle identifie État et propriété collective des moyens de production (*La Quintessence du socialisme*, Paris, s. d., p. 89). Toutes les nuances du socialisme allemand - et il en fut d'ouvertement conservatrices - adoptaient du moins en principe ce genre de programme.
- 9) Cf. Gabriel Kolko, *The Triumph of Conservatism*, New York, 1963, surtout pp. 58-59.
- 10) Jurgen Kuczinski, *Die Geschichte der Lage des Arbeiter unter dem Kapitalismus*, vol. 14, p. 10.
- 11) Ashley, *The Progress of the German Working Class*, Londres, 1904, p. 133.
- 12) Carl Jantke, *Der Vierte Stand*, Fribourg, 1955, pp. 152-53.
- 13) P. Bernaerts, *op. cit.*, pp. 398-400.
- 14) Cf. J. Lapkès, *La Main d'oeuvre agricole en Allemagne*, Nancy, 1926.
- 15) W. Becker, "Wanderungen des industriellen Proletariats (1850-1870)", *Studien zur Geschichte der industriellen Revolution in Deutschland*, Berlin-E., 1960, p. 236-37.
- 16) Cf. E. Weihe, *Der Einfluss der deutsche Schutzzollpolitik...*, Heidelberg, 1902.
- 17) Earl Howard, *The Cause and Extent of Recent Industrial Progress of Germany*, Boston, 1907, p. 68.
- 18) Alfred Marshall, *Industry and Trade*, Londres, 1919, p. 755.
- 19) R. Sonnemann, *Die Auswirkungen des Schutzzolls...*, 1879-1892, Berlin-E., 1960, p. 84.
- 20) Bismarck, *Discours*, vol. VI, Berlin, 1889, p. 338.
- 21) Bismarck, *Politische Reden*, vol. IX, Stuttgart, 1894, pp. 433-34.
- 22) Alexander Ehrlich, *The Soviet Industrialization Debate, 1924-1928*, Cambridge, Mass., 1960, pp. 176-78.
- 23) P. Bernaerts, *op. cit.*, pp. 608-10.
- 24) Walter Naumann, *Die Gewerkschaften in Ruhrgebiet*, Cologne, 1951, p. 30.
- 25) Cf. surtout J. Kuczinski, *op. cit.*, vol. 2.
- 26) Greizl, *Schmollers Jahrbuch*, XXIII, 1899, p. 114.
- 27) J. H. Clapham, *The Economic Development of France and Germany*, Cambridge, 1945, pp. 337-38.
- 28) Albert Dupin, *Du Mouvement syndical dans l'industrie allemande*, Paris, 1902, p. 77.
- 29) M. J. Koch, *Die Bergarbeiterbewegung in Ruhrgebiet...*, Dusseldorf, 1954, pp. 9-12; Kuczinski, *op. cit.*, vol. 14, p. 19.
- 30) Oldenberg, *Schmollers Jhb.*, XIII, 1899, p. 1208.
- 31) Paul Kampfmeyer, *Zur Entwicklungsgeschichte der Kapitalismus...*
- 32) Kuczinski, *op. cit.*, vol. 2, p. 19.
- 33) Indices cités par Fritz Sternberg, *Capitalism and Socialism on Trial*, Londres, 1951, p. 21. Il s'agit bien entendu d'ordres de grandeur sans plus dont la valeur est surtout comparative.
- 34) E. Hubener, *Die deutsche Wirtschaftskrisis von 1873*, Berlin, 1905, I p. 115.
- 35) Cf. Rudolf Meyer, *Politische Gründer*, Leipzig, 1877 ; cet ouvrage dû à un ami et correspondant d'Engels a un caractère antisémite prononcé.
- 36) Cf. Frieda Busch, *Tribute und ihre Wirkung...*, Bâle, 1931.

37) Walter Naumann, *op. cit.*, p. 40.

38) *Ibid.*, p. 41.

39) Oldenberg, *loc. cit.*

CHAPITRE III

Nous, nous disons aux ouvriers : vous avez à traverser quinze, vingt, cinquante années de guerre civile, non seulement pour changer la situation existante, mais encore pour vous changer vous-mêmes.

Karl Marx (1850)

La social-démocratie allemande (ci-après désignée : S.D.) est née de la fusion de deux organisations jusqu'alors concurrentes : la *Sozialdemokratische Arbeiter Partei* (S.D.A.P.), ou parti ouvrier social. démocrate, encore appelé eisenachien, qui se réclamait du socialisme scientifique et jouissait du soutien critique de ses créateurs, Marx et Engels, et l'*Allgemeine Deutsche Arbeiterverein* (A.D.V.A.), ou Association générale des ouvriers allemands, plus ancienne, fondée par Ferdinand Lassalle en 1863.

Six ans plus tard, une fraction du parti progressiste, d'inspiration libérale, l'Union des sociétés d'éducation ouvrière, avait fait scission et s'était constituée en parti lors d'un congrès tenu à Eisenach. Son dirigeant le plus connu était un ancien maître-artisan, devenu représentant de commerce, Auguste Bebel. Le nouveau parti reçut son armature intellectuelle de théoriciens plus directement influencés par Marx, tels que Wilhelm Liebknecht. Si la S.D.A.P. groupa tout d'abord moins de monde que le groupe opposé, elle le rattrapait rapidement et si elle recueillait moins de voix aux élections elle progressait très vite sur ce plan également ; au surplus, elle détenait 6 mandats parlementaires, en 1874, contre 3 aux lassalliens, ses conceptions lui permettant de conclure des accords électoraux avec certains candidats démocrates de la *Volkspartei* (1).

Vers 1874-75, époque où les deux tendances s'unifièrent, l'A.D.A.V. traversait une crise profonde. Tandis que la police brisait ses réunions, emprisonnant leurs organisateurs (sort qu'elle partageait avec la S.D.A.P.), l'Association était déchirée par des conflits de personne, lesquels découlaient naturellement de la structure dont son fondateur l'avait gratifiée.

Malgré ses faiblesses, le courant lassallien a incarné sous des aspects contingents, des tendances dont plus d'une ont survécu jusqu'à présent dans le mouvement ouvrier classique. Confondre ces tendances générales de la *condition politique ouvrière* avec le "lassallisme" proprement dit, transformé pour les besoins de la cause en "socialisme d'État", est une tentation à laquelle se laissent souvent aller de bons esprits (2). Certes, on met de la sorte un nom sur quelque chose mais, ce faisant, la critique n'avance pas d'une semelle. Aussi semble-t-il préférable de replacer succinctement le "lassallisme" dans son cadre d'idées spécifique, quitte à dégager au passage des relations et des distinctions avec d'autres courants qui, tous, participent d'une même *forme*.

Ferdinand Lassalle : exprimer ce qui est

Peu porté à se prononcer en public pour des solutions extrêmes, Lassalle faisait tenir l'alpha et l'oméga de sa doctrine dans la formule fameuse : "exprimer ce qui est". Or, nous l'avons vu, à l'époque, en Allemagne, "ce qui était", c'était l'impuissance politique des classes moyennes. Lassalle se tourna donc vers la monarchie qu'il voulait sociale et capable de mettre en route par des réformes, au moyen de l'État et du Droit, le processus de transformation de la société allemande.

Des extrêmes-libéraux, des progressistes, tels que Schulze-Delitzsch, avaient créé et soutenaient des coopératives fondées sur l'épargne ouvrière, médication appropriée - pensaient-ils - aux maux dont souffrait le corps social. Comme la plupart des penseurs socialistes de son temps, Lassalle était partisan de coopératives associant les travailleurs, mais elles ne pourraient se développer qu'avec l'aide de l'État. En effet, Lassalle jugeait utopique la notion d'épargne ouvrière. D'après lui, les salaires étaient soumis à une "loi d'airain", selon laquelle "le salaire moyen demeure toujours limité à la subsistance nécessaire qui, suivant les coutumes d'un peuple donné, permet le maintien de l'existence et la propagation de l'espèce" (3). Cette "loi", en fait, "exprimait ce qui était" (au moins dans la phase économique qui s'achevait) ; dans le cadre général de la petite entreprise, du travail à domicile et d'une répression policière de tous les instants, les luttes collectives pour de meilleurs salaires n'étaient guère praticables, situation que Lassalle,

en quelque sorte, "rationalisait". Dès lors, la seule voie qui paraissait ouverte, c'était le recours à l'État, à l'"aide sociale" de l'État, leitmotiv des lassalliens.

Suppléant l'impossible épargne ouvrière, l'État pourrait faire office de collecteur de capitaux au profit des travailleurs. Certes, il faudrait l'infléchir dans une direction nouvelle, "pousser à la centralisation au sommet, puis s'en emparer" (4). L'instrument, ce serait la conquête du suffrage universel, capable d'assurer "l'élimination des antagonismes de classe" (5) et qui constituait dans l'immédiat "la condition fondamentale de l'aide sociale, le seul moyen d'améliorer la situation matérielle de la classe ouvrière" (6). "L'État est Dieu", aimait à dire Lassalle (7) qui attribuant ainsi un rôle au moins comparable à celui qu'il accordait à l'action des hommes - et probablement plus (8)

L'Association chercherait donc à s'appuyer sur l'État existant et à l'investir pacifiquement, du dedans. Et, puisqu'il fallait envisager des coalitions, celles-ci seraient conclues avec des formations liées à l'État présent, et contre ses adversaires, les bourgeois libéraux (à l'allemande). Il convient d'ajouter que c'est vers l'État, vers le Kaiser que continuaient de se tourner, dans leur détresse physique et morale, les ouvriers subissant l'arbitraire du patron bourgeois (9). Dans les années 1880 et 1890, sous la "loi d'exception" et après encore, avec l'appui des autorités et non sans succès, le pasteur Stoecker, chapelain de la Cour de Prusse, dirigeait un mouvement populaire à la fois chrétien-social et monarchiste. Cette orientation n'était pas près de disparaître ...

L'autre objectif de Lassalle était d'unir tous les travailleurs, artisans et ouvriers, dans une grande association aux buts tant politiques (liberté de la presse, suffrage universel) qu'économiques (coopératives, caisses de secours mutuels et de résistance) ou social (développement de l'éducation). Jusqu'alors les ouvriers se regroupaient à l'échelon local ; avec la création des associations lassalliennes, ils se retrouvaient dans des organisations de métier séparées à la base, mais réunies au sommet grâce à une direction centralisée (10). L'A.D.A.V. disait s'inspirer des *trade-unions* anglais, lesquels "représentent les ouvriers au sein des instances législatives" et "diffusent les idées socialistes sur la base d'une forte organisation". Elle voyait dans les grèves "non pas un moyen de transformer les fondements de la production actuelle", mais un "moyen d'amener la conscience de classe à l'expression" tout en éliminant "quelques défauts sociaux spectaculaires" : longueur de la journée de travail, travail des enfants, etc. (11).

Les biographes les mieux intentionnés envers Lassalle reconnaissent qu'il avait construit son organisation sur un modèle dictatorial (12). "Il nous faut", disait-il, "forger de toutes nos volontés unies un seul marteau et mettre ce marteau dans les mains d'un seul homme" (13). L'identité de cet homme allait de soi : c'était le Président de l'Association, secondé par les plénipotentiaires (*Bevollmächtigte*) qu'il avait placés à la tête des sections locales. Ainsi Lassalle écrivait aux plénipotentiaires de la section de Berlin, la plus puissante de l'A.D.A.V. :

Vous avez parfaitement raison d'écrire, conformément aux instructions, etc., que les plénipotentiaires sont là pour diriger la communauté, et non pour se laisser diriger par elle. Chaque fois que j'ai assisté à une assemblée, il était naturellement exclu que la communauté prenne des décisions, sauf si je ne l'avais provoqué moi-même (14).

Aucune surprise dès lors quand, dans la presse lassallienne, on tombe sur des vers de ce genre:

*Je crois à Ferdinand Lassalle
Le messie du dix-neuvième siècle ;
À une renaissance sociale politique
De mon peuple languissant dans la misère ;
Aux dogmes irrévocables de la classe ouvrière
Enseignés par Ferdinand Lassalle ; etc. (15)*

Depuis, sans doute, on a vu bien pis ; mais l' hallucinant n'est-il pas que ces passages sont cités d'après un *Herr Professor Doktor** , discret courtisan de Walter Ulbricht, et qui n'a pas de mots pour flétrir ce "culte de la personnalité" dont Marx a dit ce qu'il fallait, etc.

* Ce personnage, du nom de Dieter Fricke, un hobereau de la *Parteibeamtlichegeschichtsschreibung*, l'historiographie dans le style des fonctionnaires du Parti, a cru bon de tancer en public un jeune historien qui, dans une thèse assez complète (et assez orthodoxe) sur la S.D. à l'époque de la loi d'exception, avait entendu la notion de "bureaucratie du parti", dans un sens "antimarxiste... sans rapport avec ce qu'il signifie dans le langage scientifique" négligeant ainsi "les besoins vitaux de la nation allemande" (16). Ses propres besoins vitaux se trouvant de la sorte en grand danger, le jeune historien a préféré changer d'Allemagne... où l'attend une répression intellectuelle tout de même plus subtile. L'universitaire français

Du temps de l'A.D.V.A. cependant ce type de rapports, ou plutôt d'allégeance personnelle, paraissait naturel dans une société où les rapports féodaux étaient encore tout autre chose qu'un souvenir. Ne convenait-il pas, du reste, à une organisation aux effectifs éparpillés et dispersés, miséreux, haïs et persécutés par les autorités et les bourgeois! Alors on se retrouvait dans le chef, homme riche et de premier plan ; au sein de l'Association, il avait un rôle de catalyseur, au dehors, il était son délégué de marque dans les affaires politiques. Mais, au delà du contingent, il faut bien voir en Lassalle l'archétype du haut bureaucrate des organisations ouvrières et, cette fois, dans un cadre moderne.

De même, son attitude envers l'État se comprend eu égard à la faiblesse de la classe sociale qu'il dirigeait ; mais le culte de l'État, l'"État du Peuple", n'a pas disparu avec cette faiblesse. En revanche, son hostilité envers les classes moyennes et l'action syndicale proprement dite n'ont pas eu de prolongements dans le mouvement ouvrier officiel - bien au contraire ! Et, lorsque des sentiments à première vue analogues, se feront jour à nouveau, ce sera dans une perspective tout à fait différente : non pour conquérir l'État, mais pour le remplacer par un ordre fondé sur l'action directe des masses.

Après l'unification

Les deux partis vécurent longtemps en mauvaise intelligence. "C'était un usage constant de se traiter de traîtres et de vendus. Les eisenachiens ne cessaient d'accuser les lassalliens de faire le jeu du gouvernement ; les lassalliens d'accuser les eisenachiens d'être les agents de la bourgeoisie" (18). Mais, pendant ces disputes, une nouvelle force politique entra en scène, un parti de masse catholique, le Parti du Centre et ses associations confessionnelles en milieu ouvrier. Il devenait évident aussi que la classe féodale ne désarmerait pas devant Lassalle et ses partisans ; plus tard, au Reichstag, Bismarck devait déclarer qu'il s'agissait tout au plus de "quelques pauvres diables".

Les lassalliens firent les premiers pas ; ils furent agréés malgré l'opposition "des deux vieux de Londres", comme Bebel appelait Marx et Engels, qui voyaient - disait-il - "une faiblesse, un esprit de conciliation irresponsable dans ce qui était chez nous calcul prudent et tactique habile" (19). Les "vieux" en effet ne voulaient rien entendre des dirigeants de l'A.D.A.V. ; ils acceptaient le principe d'une action en commun avec eux, mais refusaient de leur laisser une place à la direction d'un parti unifié (20) à ces "opportunistes", ces "sectaires", ces "étatistes". Toutefois, les tendances à l'unification étaient trop fortes pour que ces avis puissent triompher, d'autant que leurs auteurs ne les confiaient à nul autre qu'aux grands initiés indociles : Bebel, Liebknecht ou Bracke... L'unification des deux partis leur permit, dès la première consultation électorale, de gagner des dizaines de milliers de voix (21) ; c'était prévisible et prévu.

Marx rédigea, toujours en confiance, une Critique du programme que s'était donné le nouveau parti social-démocrate (S.P.D.) lors du Congrès d'unification (Gotha, 1875). C'est son véritable testament politique, le résumé de son oeuvre. Il se souciait moins d'"exprimer ce qui est", que de recommander la propagation des formes nouvelles prises ailleurs par la lutte de classes, à savoir la forme syndicat et l'alliance avec des éléments petits-bourgeois mais démocrates. Sur le second point, l'alliance ne se fit qu'occasionnellement et pour des raisons électorales mais, à défaut d'alliance ouverte, il y eut une alliance cachée sur laquelle l'histoire va nous donner l'occasion de revenir.

En ce qui concerne le premier point, "l'époque n'était pas encore celle d'un grand essor syndical", comme le note Franz Mehring, l'historien de la social-démocratie (22). Depuis quelque dix ans, certes, des associations professionnelles s'étaient créées çà et là. À l'origine, elles étaient apparues au cours de grèves et les plénipotentiaires de l'A.D.A.V. en avaient pris la tête ; mais après une première flambée, les effectifs se mirent à fondre. Le président de l'A.D.A.V., Schweitzer, décida en 1868 de les dissoudre et de les remplacer par une organisation centralisée d'"assistance", sur la base du quartier et non plus du métier. Mais le nouveau groupement ne fit guère que végéter, lui aussi.

Quant aux eisenachiens, fortement marqués par le progressisme libéral à la Schulze de leurs débuts, ils penchaient eux-aussi pour la fondation de mutuelles. C'est un menuisier de Hambourg, Théodore York, devenu secrétaire du parti eisenachien, qui proposa avec obstination un plan d'organisation par métiers, centralisée, purement économique et indépendante du parti. Vues reprises dans le programme que les deux associations para-syndicales - dépendant des deux organisations politiques, adoptèrent à l'issue de leur congrès d'unification. Il recommandait aux "camarades syndiqués" de ne pas faire de politique à l'intérieur du syndicat et "par ailleurs" d'adhérer au parti (23).

Le droit de coalition avait été reconnu légalement en 1869. Le libre-échangiste Lujo Brentano donna un jour une définition de ce droit restée célèbre : "Art. 1er. Le droit de coalition est reconnu en Allemagne ; art. 2. l'exercice de ce droit est un délit". On ne saurait mieux dire. Jointe aux effets de la

qui parle du " zèle de néophyte" des "jeunes Dozent" d'Allemagne orientale est vraiment bien aimable! (17).

conjoncture, la répression fit son œuvre pendant des années encore. Les effectifs de l'association syndicale ne dépassaient guère ceux du parti S.D. et, le plus souvent, réunissait les mêmes hommes.

Aussi l'accent restait-il placé sur les objectifs politiques, encore suffirait-il seulement de donner un coup de pouce pour hâter le cours inéluctable des choses. "En concentrant la Capital et en provoquant les contradictions au sommet, le régime économique bourgeois nous offre les plus hautes possibilités de développement", écrivait un jour Engels; donnant ainsi un tour lapidaire à sa pensée (24). Et il croyait pouvoir affirmer :

À un certain moment, la bourgeoisie perd la force de maintenir exclusivement sa domination politique, elle cherche des alliés avec lesquels elle partage son pouvoir ou auxquels elle cède complètement (25).

À se tenir aux déclarations publiques, cette perspective excluait cependant toute forme de compromis. Ainsi Wilhelm Liebknecht proclamait-il en 1869 :

Le socialisme n'est plus une question de théorie, mais simplement une question de force qui ne peut être résolue dans un parlement, mais seulement dans la rue... Pour les peuples, comme pour les princes, c'est la violence qui dit le dernier mot (26).

Aussi écrivait-il cette même année :

La moindre concession sur les principes est abandon du principe. Qui parle avec l'ennemi fait œuvre parlementaire et qui fait œuvre parlementaire, pactise (27).

La S. D. irait donc au Parlement uniquement pour faire entendre un "point de vue négateur et protestataire". En réalité, le parti était trop petit, son audience trop réduite, pour qu'il put attendre grand-chose de l'activité parlementaire. Mais, d'un autre côté, comment espérer d'une masse d'électeurs qu'ils se fassent représenter au Reichstag par d'éternels contempteurs de la "comédie" dont, à les écouter, il était le théâtre ? Quand les conditions changèrent, l'attitude du parti changea également, et s'accorda dès lors aux conduites privées de ses dirigeants :

Au début, [disait Liebknecht en 1897], lorsque nous n'avions que peu d'adhérents, nous allions au Reichstag pour utiliser la tribune exclusivement, ou presque, en vue de la propagation de nos idées. Mais, très vite, nous nous sommes trouvés placés sur le terrain pratique... Ceux qui réclament que nous quittions ce terrain et que notre activité soit purement théorique, ceux-là veulent que nous rentrions dans la coque de notre œuf, coque dont nous sommes sortis depuis bien, bien longtemps (28).

Dès 1879 cependant, dans l'intimité de sa correspondance avec Engels, Bebel affirmait :

On ne peut s'en tenir à la négation pure. Les masses attendent de nous que nous nous soucions également du présent, quoi qu'il puisse arriver demain (29).

Homme d'État qui trouvait dans les rapports de police de quoi nourrir son jugement, Bismarck pouvait se permettre de calmer ainsi le Reichstag, ému par un éloge que Liebknecht venait de prononcer de la Commune, au souvenir encore tout chaud (1874) :

MM.. Liebknecht et consorts ne défendent pas non plus autre chose que la conviction qu'en leur conscience les lois actuelles sont injustes, et ils ne disent pas : nous voulons les détruire par la force ; non, ils disent : laissons faire le gouvernement; il est si mauvais qu'il nous poussera lui-même au but. Attendons (30).

Et, de fait, une quinzaine d'années plus tard, alors que les résultats électoraux tournaient la tête aux chefs S.D., Bebel confirmait ces propos désabusés, quand il s'écriait au triomphal Congrès d'Erfurt :

La société bourgeoise prépare avec tant d'ardeur sa propre destruction, qu'il ne nous reste qu'à attendre le moment de prendre le pouvoir qui lui tombera des mains (31).

Bismarck avait-il eu tellement tort de définir le socialisme comme "cette utopie insensée des alouettes tombant toutes rôties dans la bouche" (32) ? Le chancelier, il est vrai, avait lui aussi deux

vérités : une pour les socialistes (dont il regrettait la prudence), une pour les autres (qu'il voulait affoler) (33)...

NOTES

- 1) En 1867, les lassalliens obtinrent 40.000 voix, et les marxistes de 12 à 15.000 (mais aussi 2 mandats contre aucun aux lassalliens). En 1874, les lassalliens conquièrent 180.000 suffrages, quand les marxistes en réunissaient 170.000. Si les indications sur le nombre respectif d'adhérents actifs aux deux organisations laissent fort à désirer, l'influence des lassalliens était probablement la plus forte, comme le montre le fait qu'au Congrès de Gotha, de nombreux délégués eisenachiens; bien que nominale­ment marxistes, votèrent en général avec eux ; cf. Franz Mehring, *Geschichte der deutschen S.D.* , Stuttgart, 1898, II, p. 359.
- 2) Dont la gamme va de l'étude fort bien documentée de Willy Huhn, "Etatismus", "Kriegesozialismus", "Nationalsozialismus" in der Literatur der d. S. D.", *Aufklärung*, 2, 1952, à la remarque incidente de Henri Lefebvre, "Problèmes théoriques de l'autogestion", *Autogestion*, I, déc. 1967, p. 61.
- 3) F. Lassalle, *Gesammelte Reden und Schriften* , Berlin, 1919, III, p. 58.
- 4) Cité par S. Na'aman, "Lassalles Beziehungen zu Bismarck...", *Jahrbuch für Sozialgeschichte*, II, 1962, p. 77.
- 5) "Programme de l'A.D.A.V.", Leipzig, 1863 ; rep. dans Marx et Engels, *Critique des programmes...*, Paris, 1950, pp. 125-26.
- 6) F. Lassalle, *op. cit.*, III, p. 89.
- 7) Cité par G. Mayer, "Lassalle und die Monarchie", *Aus dem Welt des Sozialismus*, Berlin, 1927, p. 43.
- 8) Cf. Johann Knief, "Lassalle", *Archiv f. d. Geschichte d. Sozialismus und d. Arb. bwg. (Grünbergs Archiv)*, 1922.
- 9) E. Bernstein, *Ferdinand Lassalle*, Paris, 1913, pp. 207-08 ; Hans Rothfels, "Bismarck's social policy and the problem of State Socialism", *Sociological Review*, XXX, 1938, pp. 93-94.
- 10) Cf. H. Laufenberg, "Die Politik J. B. Schweitzer and die S.D.", *Neue Zeit*, XXX, I, 1909.
- 11) Cf. résolution de l'A.D.A.V. sur la question syndicale ; cité par J. Schmolle, *Die S.D. Gewerkschaften*, Iéna, 1896, vol. I, p. 3 sq.
- 12) Mehring, *op. cit.*, II, p. 55 ; Bernstein, *op. cit.*, p. 180.
- 13) Lassalle, *op. cit.*, IV, p. 226.
- 14) D. Fricke, *Die deutsche Arbeiterbwg.*, 1869-1890, Leipzig, 1964, p. 69.
- 15) *Ibid.*, p. 88.
- 16) D. Fricke, dans *Zeitschrift f. Geschichtswiss.*, VII, 1959, pp. 702-12.
- 17) G. Castellan, *Revue historique*, oct.-déc. 1962, p. 419.
- 18) Édgard Milhaud, *La Démocratie socialiste allemande*, Paris, 1903, p. 38.
- 19) A. Bebel, *Aus meinen Leben*, Stuttgart, 1911, II, p. 338.
- 20) Gustav Mayer, *Friedrich Engels*, La Haye, 1934, II, pp. 272 sq.
- 21) 350.000 voix aux élections de janvier 1874, en comptant ensemble les résultats des deux tendances ; près de 500.000 en 1877 pour le nouveau parti unifié (plus de 9% des suffrages exprimés). La S.D. s'affirme dans les grandes villes et étend son rayon d'influence de Prusse et de Saxe, vers le Sud et la Rhénanie. La dispersion géographique est encore très grande néanmoins : 12 sièges seulement.
- 22) Mehring, *op. cit.*, II, pp. 361-62.
- 23) Schmolle, *op. cit.*, I, p. 49.
- 24) Lettre à W. Bracke, 1878 ; cité par Mayer, *op. cit.*, II, p. 340.
- 25) Préface (1874) à *La Guerre des paysans*, Paris, 1929, p. 20.
- 26) Cité par Milhaud, *op. cit.*, p. 187.
- 27) Cité par H. Lademacher, "Zu den Anfängen der d. S.D.", *International Review of Social History*, IV, 1959, p. 383.
- 28) Congrès de Hambourg, cité par Milhaud, *op. cit.*, pp. 200-01. Dès 1891 (Congrès d'Erfurt), Liebknecht déclarait : "Le point de vue protestataire que je soutenais avant 1870, ne pouvait avoir qu'une valeur temporaire"; *Protokoll über die Verhandlungen des Parteitag der S.P.D. ...*(ci-après : *Protokoll...*), p. 204.
- 29) Lettre du 18/II/1879 ; cité par Lademacher, *loc. cit.*, p. 384.
- 30) Bismarck, *Discours*, V, p. 448. On trouvera chez Marx la même métaphore, mais appliquée cette fois aux lassalliens, non aux marxistes (cf. Lettre à Schweitzer, citée par Rubel, p. 219-220).
- 31) Protokoll... (Erfurt, 1891), p. 172

32) Bismarck, *loc.-cit.*, p. 380.

33) Notons incidemment que si, à cette époque, Bismarck affectait de donner une importance capitale à "sa" réforme sociale, son plus récent biographe peut écrire : "Il ne lui consacre pas une ligne dans `ses *Pensées et souvenirs* ". Il n'attachait guère de valeur à cette part de son activité et ce fut précisément celle qui dura le plus longtemps". (Werner Richier, Bismarck, Paris, 1965, p. 404). Il ne paraît pas en effet que Bismarck ait eu *personnellement* des perspectives à long terme en matière de réformes sociales ; plus sûrement peut-on dire qu'elles lui étaient imposées par sa situation, la recherche d'un équilibre politique "au dessus des classes", et l'évolution accélérée de la société allemande.

CHAPITRE IV

Loin de me réfuter, on me presse d'être indulgent et m'attribue des négations anarchistes dont je suis à cent lieues.

Edouard Bernstein (1884)

Son unification à peine terminée, la S.D. dut faire face à une épreuve majeure. En 1878, deux attentats furent successivement perpétrés contre le Kaiser Guillaume Ier, par deux mauvais tireurs. Ils avaient l'un et l'autre assisté à des réunions du Parti, mais ils n'en étaient ni membres ni même sympathisants. Les socialistes se mirent à l'unisson de la réprobation générale ; ce qui n'empêcha pas Bismarck de sauter sur l'occasion, dans le dessein d'en finir avec ce mouvement d'opposition.

Certes, le droit de réunion était déjà suspendu dans de nombreuses villes et régions; perquisitions, arrestations et condamnations pleuvaient. Mais Bismarck voulait généraliser cet état de fait et le consacrer légalement. Après le premier attentat, il présenta au Reichstag un projet qui fut repoussé par une majorité composée d'ultramontains et de libéraux. Le Parlement fut alors dissous et de nouvelles élections amenèrent une majorité favorable cette fois aux visées du pouvoir. Une ou plutôt deux : une majorité de conservateurs et de catholiques pour la politique protectionniste ; une majorité de libéraux et de conservateurs pour la loi d'exception, la "loi contre les menées dangereuses pour le Bien public de la social-démocratie". Les ultramontains, tourmentés par le gouvernement qui les taxait eux-aussi d'internationalisme - c'était encore le *Kulturkampf* – votèrent donc contre ; comme les socialistes, ils s'inquiétaient des progrès du prussianisme et des atteintes à leur cher fédéralisme. Là s'arrêtaient leurs sympathies pour la S.D. Les 25 députés extrême-libéraux s'associèrent également aux 12 S.D.

La loi faisait obligation aux socialistes de dissoudre leurs organisations, y compris les associations syndicales, et de suspendre toute propagande. La Constitution laissait cependant aux députés socialistes le droit de s'exprimer au Parlement et, légalement, le droit de réunion subsistait pour toute la durée des campagnes électorales. En contrepartie, le chancelier s'engageait à établir, "dans la loi et l'ordre", des "réformes positives" qui mettraient fin au "péril social". Le vieux despotisme éclairé à la prussienne retrouvait ainsi un nouveau visage.

La campagne électorale de 1878 avait été très acharnée et marquée de brutalités policières systématiques. "Les chefs du parti auraient pu tenter", dit un socialiste pourtant des plus modérés (1), "d'entraîner les masses : ils mirent les militants en garde contre les provocations et les exhortèrent au calme". Pendant des semaines, le *Vorwärts*, organe central du Parti, publia en tête de chaque numéro cet appel : "Camarades ! Ne vous laissez pas provoquer ! On veut tirer ! La réaction a besoin d'émeutes pour gagner la partie !" (2).

Ainsi, la S.D. décidait de s'incliner. Lorsqu'après le second attentat, Jules Guesde, dans son journal parisien, émit le souhait qu'arrive bientôt l'heure où "la violence répondra à la violence", le *Vorwärts* répondit :

La S.D. allemande veut un mouvement pacifique et réformateur ; elle ne veut pas autre chose. Elle a progressé avec succès, selon ses vœux, opposant par son organisation une digue, la seule digue réelle, aux tentatives d'émeutes et à celles des faiseurs de révolution. (3).

Il fallait donc "n'offrir aucune occasion à la réaction d'agiter le spectre rouge de la S.D." (4). On accusait le Parti de menées subversives ; l'un de ses chefs, Liebknecht, monta à la tribune du Reichstag pour y déclarer :

Le parti observera la loi parce qu'il est un parti de réformes, au sens le plus fort du terme, et tient pour insensée la fabrication de révolutions par la force (5).

Il s'agissait bien maintenant de dénoncer la "comédie" parlementaire !

Nul parmi les gens avertis ne mettait en doute la réalité de ces bonnes intentions. Et sans doute Bismarck tout le premier ; mais il faisait la sourde oreille. Hautain et insidieux, il avait lâché aux députés hésitants : "Si vous avez reconnu le danger, vos électeurs aussi" (6). Et la grande presse ne manquait pas de monter en épingle le moindre incident et d'agiter alors le fameux "spectre rouge".

La direction du Parti en faisait tout autant, cherchant à sauver le mobilier. Néanmoins, les groupements socialistes, les associations syndicales et les divers cercles parallèles (chargés de diffuser la

propagande électorale, ou la culture, ou d'organiser les loisirs, etc.) furent dissous pour la plupart. Sur 322 interdictions de ce genre, prononcées pendant tout le temps où la loi fut en vigueur, 236 furent édictées entre le 21 octobre 1878 (date à laquelle la loi prit effet) et la fin de l'année. Dans les seules coopératives d'imprimerie du Parti, 2.500 personnes se trouvèrent ainsi privées d'emploi, la police les fermant sous les prétextes les plus fallacieux ; les dirigeants S.D. cependant défendaient les biens du Parti à l'aide d'artifices juridiques (mises des entreprises en nom personnel, ce qui n'était pas désavantageux pour tout le monde).

En 1877, la S.D. publiait 42 journaux, dont 13 quotidiens et 13 hebdomadaires, à quoi s'ajoutaient 15 organes syndicaux. Malgré un ton pusillanime (7) et de fréquents changements de titre, ils furent presque tous l'objet d'interdictions. C'est pourtant en invoquant la nécessité de sauver la presse du Parti que les dirigeants S.D. avaient ordonné aux militants socialistes d'obéir aux lois scélérates. Les chefs ne furent d'ailleurs pas épargnés ; la police multipliait les tracasseries, des propos anodins valaient à leurs auteurs des mois de prison. En Prusse seulement, rapportait Engels - prompt comme toujours aux exagérations, il est vrai -, dans la seule année qui va d'octobre 1879 à octobre 1880, 1.108 personnes furent emprisonnées pour haute trahison ou offenses à l'Empereur, et non moins de 10.094 le furent pour diffamation, offenses à Bismarck ou au gouvernement (8). En août 1886 encore, les principaux dirigeants du Parti (dont Auer, Bebel, Vollmar,- etc.) furent condamnés à plusieurs mois de prison chacun pour diffusion de publications interdites, bien qu'ils eussent été acquittés dans la même cause l'année précédente...

Les dirigeants socialistes, cherchant à justifier leur soumission, trouvèrent, lors de leur premier congrès après l'entrée en vigueur de la loi, une formule que leurs successeurs utilisent encore volontiers quand ils ont été vaincus sans combat : "que peuvent les généraux si les masses mollissent sous eux"? (9). La base à qui l'on demandait de tout attendre du bulletin de vote, que l'on faisait taire par mille manœuvres, le cas échéant, était ainsi rendue responsable des effets de la docilité avec laquelle elle avait suivi les ordres de ses chefs.

Le respect de la loi

Le parti s'inclina donc. Certes, et cela aussi devait devenir un trait caractéristique, il gardait une grande fermeté dans la protestation ; mais il protestait dans les congrès tenus à l'étranger. En Suisse (1880), on déclarait : "La loi infâme... nous rend impossible toute agitation légale, ce serait un non-sens que de laisser figurer le mot "légal" dans notre programme" (10), lequel assurait jusqu'alors que la S.D. agirait "par tous les moyens légaux". Il fallait toute la mauvaise foi impavide du chancelier pour voir là une preuve supplémentaire de "menées subversives" (11).

Dans la politique effective, le comportement était tout autre. Les manifestes électoraux du Parti en font foi ; somme toute, mieux que les savantes méditations théoriques, ils révèlent la réalité. En 1887, on donne la S.D. pour le seul parti démocratique d'Allemagne, seul à exprimer "les besoins économiques et politiques des citoyens", seul à représenter "l'artisanat indépendant et le petit commerce" (12). En 1890, on appelle à voter contre le Capital "qui exploite les ouvriers, anéantit et presse les petites entreprises... pour la paix, le bien-être et la justice" (13), etc. Certes, l'"organe central de la S.D.", dirigé à Londres par Edouard Bernstein, rappelait à ce propos, aux élites du Parti, que si l'échec du chartisme anglais avait eu une cause, c'était assurément de n'avoir pas su proposer autre chose "que des revendications démocratiques petites bourgeoises, bien que le gros du mouvement fût composé d'ouvriers" (14). Mais, si discrètes fussent-elles, les critiques de ce genre étaient taxées d'"anarchisme" dans les hautes sphères - "fonctionnalisées" disait Bebel - de la S.D. Et, cette année-là, précisément, la S.D. enregistra l'un de ses plus beaux triomphes électoraux...

L'esprit de conciliation allait fort loin. Comment un S.D. pourrait-il être un fauteur de troubles, assurait un tract électoral, quand le chancelier en personne "voulait appliquer le programme socialiste"(15)? Les réflexions du banquier Karl Hochberg, mécène du Parti à l'étranger, ne sont pas moins significatives. Il incriminait en ces termes le ton de la presse socialiste :

Il faut reconnaître que le parti, à coup sûr, n'est pas sans responsabilités dans l'état de choses qui a entraîné l'entrée en vigueur de la loi d'octobre ; il a augmenté de façon inconsidérée la haine de la bourgeoisie.

Et Hochberg incitait le Parti à faire preuve désormais de "meilleures manières" et d'"un tact plus grand", seules conditions d'un retour à la vie publique (16). Sa publication zurichoise déclarait encore : "La S.D. a depuis longtemps quitté ses langes. Sa mission fut et demeure non pas la révolution, mais un

long processus de développement paisible qui doit conduire au socialisme" (17). Ces conceptions ne furent pas discutées publiquement en Allemagne tant, déjà, elles correspondaient à la pratique et la seule protestation notable, venue de l'étranger, resta longtemps consignées dans les archives du Parti...

L'attitude de l'appareil

Que la prudence et la souplesse fussent de mise, tel était également l'avis des fonctionnaires rémunérés par le Parti. Ils se trouvaient maintenant sur le pavé, ceux à qui Bismarck reprochait - le thème était encore neuf dans ce camp -, d'avoir embrassé avec le socialisme "une profession, une branche d'industrie" (18).

L'appareil S.D. était réduit : ni directement, ni indirectement le Parti ne pouvait encore nourrir grand-monde. Au congrès de 1876, 38.254 membres étaient représentés par 98 délégués. La S.D. entretenait alors 145 propagandistes chevronnés, dont 14 payés à mi-temps et 8 à temps complet. Le salaire de ces derniers atteignait plus de 1.600 marks par an, selon Mehring (le salaire annuel d'un ouvrier qualifié allait à cette époque de 900 à 1.200 marks) . Il s'y ajoutait 46 "fonctionnaires" proprement dits (*Parteibeamte*) : députés*, journalistes ou humbles commis. Dans l'ensemble donc, la situation des agitateurs professionnels ou des fonctionnaires d'origine ouvrière ou même artisanale était supérieure à leur condition ancienne ; souvent, ils tenaient une "auberge socialiste", un café ou une librairie spécialisée, jouissant ainsi, au prix de quelques ennuis, de solides avantages matériels, et le cumul des fonctions était pratique courante.

Par contre les intellectuels se trouvaient moins bien lotis, eu égard du moins aux conditions de leur milieu en général. Aussi étaient-ils encore relativement peu nombreux dans la S.D. Ce furent des ouvriers autodidactes, le relieur Johann Most, ou le contremaître cordonnier Josef Dietzgen, par exemple, qui s'instituèrent les premiers propagateurs du socialisme scientifique.

Après la promulgation de la loi, les revenus du Parti diminuèrent fortement (19), une partie des fonds collectés allant d'ailleurs aux victimes de la répression. Pour les responsables S.D. le présent n'était que suspicions, brimades diverses, expulsions des villes et donc du foyer, quand ce n'était pas des mois et des mois de prison. L'avenir était bouché, les conditions de vie difficiles. "Tous leurs espoirs convergeaient maintenant vers l'abrogation de la loi" (20). Or cela dépendait de la bonne volonté du pouvoir ou, en d'autres termes, de la docilité du Parti : un mauvais moment à passer !

Un bien mauvais moment, sans doute. Après la période de "surchauffe", consécutive à la guerre, après les krachs retentissants et une période d'urbanisation intensive - qui fournit à la S.D. de nouveaux électeurs -, l'économie allemande était au plus bas et cela depuis des années. On a soutenu, pour expliquer la soumission du Parti et le manque de réaction dans les masses, que ni la baisse des salaires ni le chômage n'ont jamais favorisé la résistance ouvrière (21). Mais l'argument, une fois renversé, valant aussi pour expliquer le manque de combativité en période de prospérité, il ne saurait vraiment emporter la conviction. Sans doute, la transformation structurelle accélérée de la population laborieuse a-t-elle joué un rôle (22), mais le cours ultérieur de l'histoire a montré que ce facteur était loin de provoquer toujours l'apathie. De même, la faiblesse numérique du Parti était indéniable, mais on a vu depuis, si souvent, que de petites formations étaient capables de grandes choses et de grandes incapables de quoi que ce soit; aussi, cette explication à *elle seule* ne saurait suffire. En revanche, la stabilité de l'ordre établi, la puissance matérielle et morale inentamée des classes dominantes, paraissent ici un facteur autrement déterminant.

Dire cela, c'est désigner du même coup la faiblesse matérielle et morale des éléments prolétaires. Faiblesse rendue plus grande encore par la configuration que la pression des événements avait, au jour le jour, donnée au mouvement ouvrier et à ses dirigeants. Naguère, ceux-ci, quand ils se trouvaient à la tête de quelques poignées d'hommes seulement, s'étaient montrés résolus, par exemple, face aux entreprises bellicistes de la Prusse. Cependant, les raisons mêmes d'altruisme qui avaient développé leurs vertus militantes, ces raisons-là se changeaient maintenant en égoïsme : on avait acquis quelques meubles, on voulait les sauver.

Les conditions mêmes du travail réduisaient l'ouvrier à la dépendance, à la passivité. C'est pourquoi, trente ans auparavant, le Manifeste communiste invitait les convaincus à agir dans la masse comme un levain, à lui faire prendre conscience de ses buts réels. Maintenant, les représentants politiques et syndicaux des travailleurs arrivaient eux aussi à la passivité, du fait de leurs conditions de travail. La passivité ouvrière n'évitait pas le chômage, celle des dirigeants, le cas échéant, ne leur évitait pas la prison. Mais aussi à demeurer confinés au terrain de "la loi et de l'ordre", toute lutte était impossible. Lorsqu'une réaction véritable se manifesta, elle prit une forme "anarchiste". Son caractère désordonné et fantastique ne fut que la contrepartie inéluctable de l'esprit de démission que cachait le slogan : "Notre

* Les députés ne touchèrent d'indemnité parlementaire qu'à partir de 1906.

respect de la loi ruiner les espoirs de nos ennemis" et dont le but avoué était la crainte du "putschisme" (23).

La fraction parlementaire

Par une conséquence naturelle la "loi des socialistes" renforça considérablement la tendance déjà existante dans le Parti à faire passer avant tout les considérations électorales. Les seuls moyens de propagande et d'agitation que la loi laissait à la S.D. étaient en effet les tribunes parlementaires (du Reichstag et des divers États allemands) et la courte période de la campagne électorale. La fraction parlementaire, le groupe des députés socialistes au Reichstag, prit une importance prépondérante ; elle n'était pas loin d'ailleurs de réunir les principaux dirigeants du Parti.

Les voix des ouvriers - d'un nombre en tout cas croissant - étaient par la force des choses acquises à la S.D. ; restait à en chercher d'autres, chez les petits-bourgeois, par exemple. À défaut sans doute des masses rurales, plus portées vers les reliques ou le choral que vers ceux qui disaient avec Bebel : "Nous laissons le ciel aux anges et aux moineaux !", et partaient en guerre contre "le Capital", peu connu dans les campagnes où le gendarme aidait brutalement à faire respecter la propriété foncière.

La "loi" devenait un prétexte tout trouvé pour épurer tout ce qui pouvait choquer des électeurs timorés. Bien plus, une tendance s'affirma, dans la fraction parlementaire, à approuver en certains cas la politique du gouvernement, ce qui ne s'était jamais vu encore.

Nous avons vu plus haut que les députés S.D. avaient repoussé les "réformes sociales" du chancelier. Mais ce refus n'était pas inconditionnel. Les S.D. espéraient plus ; à bon droit d'ailleurs. Car, s'il est vrai que les réformes précitées étaient dans "l'air du temps" et satisfaisaient le paternalisme *junker*, la pression des socialistes n'était pas pour peu dans leur adoption. Et Bismarck, tout le premier, admettait le fait quand il déclarait au Reichstag (1884) :

S'il n'y avait pas la S.D., et s'il n'y avait pas une foule de gens pour s'en effrayer, les quelques progrès qui sont accomplis aujourd'hui par des réformes sociales n'existeraient pas (24).

Ce que voulait dès lors la S.D., les résolutions du Congrès de Copenhague (1883) l'énoncent ainsi : "la prétendue réforme sociale n'est utilisée que comme un moyen tactique, afin de détourner les ouvriers de leur véritable voie... Cependant, le parti a pour devoir de faire respecter énergiquement les intérêts ouvriers" (25). Ce qui voulait dire en pratique, comme l'indique le comportement de la fraction, que la S.D. rejetait une organisation des caisses d'assurances où ses délégués n'eussent point de part, mais l'acceptait à partir du moment où ils y trouvaient une place, si minime fut-elle.

La fraction s'était déjà divisée lors du vote sur le "tarif protecteur" de Bismarck (26). Elle se scinda de nouveau lorsque, rejetant bien haut la politique coloniale du chancelier, sa majorité se prononça pour l'octroi d'une subvention à une compagnie maritime, indirectement liée à cette politique. Ce fut un tollé dans le Parti. La subvention, assurait la majorité (18 députés contre 6), donnera du travail aux ouvriers des chantiers navals menacés de chômage ; elle augmentera le poids des taxes accablant l'ensemble des travailleurs, répliquait la minorité. En attendant, l'indignation montait dans les rangs S.D. On y reprochait aux députés de participer à la "comédie parlementaire", de pratiquer "une politique d'opposition opportuniste". Par sa forme et par son fond, une circulaire diffusée parmi les membres du Parti, au moment du débat sur la subvention (1885), témoigne de cet état d'esprit :

Las d'une oppression indigne, les camarades dans toute l'Allemagne, dans tous les pays, travaillent à créer une armée, à organiser les prolétaires et à libérer l'humanité dans le plus proche avenir, opposant alors la violence à la violence. Malgré cela, nos députés se laissent aller toujours davantage à négocier avec les représentants de l'ordre existant et se réconcilient avec eux... Nous pouvons constater avec le ministre [de l'Intérieur] Puttkamer que la loi des socialistes commence effectivement d'exercer une influence éducatrice : nos députés sont déjà bien apprivoisés (38).

Finalement, en troisième lecture, la majorité décida de voter contre le projet de subvention. Cette crise amena la fraction parlementaire à se montrer plus prudente. Afin de conserver un caractère monolithique à ses votes, elle consulta désormais plus attentivement les instances du Parti et se plia plus volontiers à leurs avis. Ainsi la pression victorieuse de la base renforçait-elle les pouvoirs du sommet, en l'unifiant, et non le contrôle de la base sur le sommet...

Néanmoins, le comportement de la fraction n'allait pas sans soulever certaines questions. Bebel, à qui la discussion du budget militaire de 1880 avait procuré un accès de chauvinisme aussi mémorable

qu'exemplaire, Bebel donc, s'en expliquait ainsi dans une lettre à Liebknecht, ancien partisan de la subvention : Une partie des députés socialistes

ont oublié leur origine prolétarienne. Le mandat parlementaire a contenté leur ambition et leur vanité ; avec une autosatisfaction intense, ils se voient hissés au rang d'"élus de la Nation", trouvent à leur goût la comédie parlementaire et se prennent très au sérieux. Qui plus est les principaux [d'entre eux] ont cessé d'étudier ou bien se fourvoient gravement dans leur études; la vie pratique leur est devenue étrangère, ils l'ignorent, c'est visible. Enfin, la loi des socialistes leur interdit tout contact avec les masses et les soustrait au contrôle de celles-ci. Ainsi s'explique de soi-même l'attitude de la majorité, sans qu'il soit nécessaire de croire à la "trahison" et à la "malhonnêteté" (27).

L'interprétation ne pouvait en l'occurrence revêtir un caractère politique, les ténors de la majorité étant d'ex-eisenachiens bon teint, non pas d'ex-lassalliens (ce qui dans une certaine perspective aurait tout "expliqué"). Et puis, on ne saurait toujours dire des minoritaires qu'ils avaient une vue claire de leur devoir de classe. À propos du vote sur la subvention, Bebel rapportait, une vingtaine d'années plus tard, comment l'un d'eux, pourtant de cœur avec la majorité, avait cependant opté pour l'opposition. Car il avait une femme, ce député, et qui lui avait dit : "Écoute Auguste [Heine]... il faut que tu votes régulièrement avec Bebel. C'est un homme très raisonnable. Si tu fais ça, tu feras bien" (28). Selon Engels, il fallait attribuer cette situation fâcheuse au fait que les députés "réactionnaires" provenaient de régions qui "ne pouvaient tout à coup devenir aussi prolétariennes que la Saxe, Berlin, les districts industriels miniers" (29). L'argument cependant ne valait pas grand-chose puisque les deux fractions comptaient des députés d'une provenance comme de l'autre. Le système du vote unanime au Reichstag, de la discipline de parti, la fameuse *Fraktionsdisziplin*, devait avoir des conséquences durables et devenir l'objet d'un respect fétichiste. Pendant près de trente ans, elle régla par la négative des questions comme le vote du budget, la politique coloniale ou la participation au bureau du Reichstag, questions qui pouvaient d'ailleurs être tranchées sans l'appui des voix S.D. Par contre, dans la vie parlementaire courante, la discipline de parti se trouvait soumise à un facteur aussi puissant qu'abstrait : la situation immédiate et donc les intérêts immédiats du Capital, la nécessité d'une accommodation des intérêts ouvriers aux intérêts patronaux, bref, l'intégration à la Nation.

Aussi bien, la fonction parlementaire des socialistes avait déjà donné naissance à une critique radicale, dont Bakounine s'était institué le porte-parole matérialiste :

Les ouvriers députés, [disait-il en 1869], transportés dans des conditions d'existence bourgeoises, et dans une atmosphère d'idées politiques toutes bourgeoises, cessant d'être des travailleurs pour devenir des hommes d'Etat, deviendront des bourgeois, et peut-être seront même plus bourgeois que les bourgeois eux-mêmes. Car les hommes ne font pas les positions, ce sont les positions, au contraire, qui font les hommes.

Et, dans la bouche de ces "ouvriers bourgeois" s'adressant au prolétaire, Bakounine plaçait ces paroles : "Conquiers d'abord cette liberté [politique] pour nous, afin que plus tard nous puissions nous en servir contre toi" (30). Avec un siècle de recul, cette analyse ne laisse pas de faire songer.

Plekhanov lui a reproché d'être "métaphysique" et de pécher contre la dialectique en considérant "les choses l'une après l'autre et l'une indépendamment de l'autre". Car, alléguait le célèbre marxiste russe, les députés ouvriers ne vivent pas en milieu parlementaire bourgeois, mais dans "le milieu des électeurs, le milieu du parti" qui ne pouvait manquer d'influer sur ses élus. Cependant, s'il est possible d'expliquer ainsi le caractère distinct, oppositionnel, de la politique suivie par les parlementaires socialistes, reste à voir si "le milieu du parti" pouvait durablement concilier sa vocation proclamée de levain dans la pâte, de porteur d'une "conscience de classe", et sa profession effective de courtier d'intérêts au jour le jour. Pour démontrer la justesse de sa thèse, Plekhanov affirmait que "l'histoire du Parti socialiste allemand [montre] comment la vie pratique réfute les appréhensions anarchistes" (31). Selon qu'on approuve ou désapprouve cette argumentation, on accordera ou non le caractère d'une prévision scientifique à l'analyse de Bakounine. Quoi qu'il en soit, l'exemple que donnait Plekhanov, en 1894, était déjà sujet à caution, il avait déjà suscité de vigoureuses protestations.

Protestations privées et protestations publiques

Marx et Engels, les mentors des dirigeants S.D., entendaient limiter leurs interventions à des avis d'experts, consultés en secret. Toutefois, par le biais d'une polémique - strictement confidentielle - contre Hochberg, ils n'hésitaient pas à se demander si le Parti n'était pas "réellement infecté de la maladie parlementaire". À ceux qui, en 1879, tiraient cette conclusion qu'en s'inclinant devant la loi, la S.D. avait démontré qu'elle refusait "la révolution sanglante... mais était résolue à demeurer dans la voie de la

légalité", soit, traduisaient Marx et Engels reprenant avec mépris l'un des slogans du Parti, qu'il fallait "prouver clairement que le spectre rouge... n'existe pas", ils répondaient :

Si les 500 à 600.000 électeurs S.D. sont suffisamment raisonnables pour ne pas se précipiter la tête contre les murs et tenter à un contre dix une révolution sanglante, voilà qui démontrerait [selon Hochberg et ses amis] qu'ils s'interdisent à tout jamais d'utiliser la brusque ébullition populaire, provoquée par un grand événement de politique étrangère, et même d'utiliser alors une éventuelle victoire du peuple ! Si Berlin était assez mal élevé pour faire un 18 mars, les S.D. ne devraient pas participer aux "menées barricadières de la canaille!" (32)

Ainsi, on attendait des masses qu'elles agissent et, en ce cas, le Parti devrait s'associer à leur action comme il devait "résister énergiquement à toutes les violences venant d'en haut". Néanmoins, les deux penseurs ne proposaient pas l'appel à l'action directe collective, à la manifestation de rue^{*}, laissant apparemment ce soin aux dirigeants sur place. Quant à eux, ils se donnaient simplement à tâche de protéger de toute "adultération" le programme socialiste. Et, s'ils invitaient à la résistance, c'était en privé et sans en accepter les durs moyens, agitant au contraire le spectre de l'impossible "révolution sanglante". C'était, sur un autre plan, une attitude identique à celle des dirigeants socialistes : révolutionnaires à l'étranger, neutres dans la presse et volontiers conciliateurs sur le terrain électoral, tout en restant bien haut fidèles aux grands principes. Cette solidarité pas très chaude sans doute, pas très convaincue de part et d'autre, devait toutefois se manifester face à un type de protestation différent, l'action de Johann Most. Ils soutinrent quelque temps celui-ci, à son arrivée en Angleterre, pour le désavouer bientôt "non parce qu'il critique les dirigeants du parti en Allemagne, mais parce qu'il provoque un scandale public au lieu de leur communiquer, comme nous, son opinion par écrit, c'est-à-dire par lettre" (33).

Most, député au Reichstag, s'était signalé comme un agitateur courageux, un propagandiste doué et virulent. Peu porté sur la théorie, il fut cependant l'un des premiers vulgarisateur du *Capital* de Marx. Mais ensuite, inclinant vers les idéaux humanitaires d'Eugène Dühring, il voulut faire interdire, dans la presse du Parti, la publication de la célèbre critique qu'en avait rédigé Engels. Contraint de se réfugier à Londres, au début de 1879, Most y publiait un journal, avec l'aide d'un cercle d'ouvriers allemands en exil. Il mettait l'accent sur la propagande illégale, extrémiste. Vis-à-vis du Parti, Most dénonçait : "la fâcheuse tendance qui depuis des années déjà s'affirme dans la S.D. : le socialisme d'affaires ! Journaux et imprimeries, qui pullulent comme des champignons après la pluie, n'ont pas pour objet de satisfaire une nécessité impérieuse, mais uniquement de fournir des places à des spéculateurs de parti... Un certain type de prêtres socialiste se développe" (35).

Disciple ainsi de Bakounine, Most devait un peu plus tard le rejoindre sur un autre point, la nécessité de petits groupes clandestins "propageant l'idée révolutionnaire" :

Quand quatre mille socialistes groupés et armés de la sorte... organiseront l'insurrection et se soulèveront au moment critique! alors ce seront cent mille combattants qui les suivront à coup sûr et l'insurrection sera invincible (36).

De fait, quelques groupes de ce genre se formèrent en Allemagne, que des mouchards vendaient bientôt à la police. Dans un cas au moins, ce rôle fut tenu par le *Sozial-Demokrat* révélant à ses lecteurs l'arrivée en Allemagne de deux anarchistes décidés à "perpétrer un attentat". L'un d'eux, arrêté peu après, fut condamné à quatre semaines de prison pour port d'armes : un poignard (37). En 1883, une tentative d'attentat à la dynamite contre le Kaiser fut éventée ; il y eut une journée d'exécutions capitales et ce fut la fin de ceux qui, en Allemagne, prônaient avec Most "la liberté par le terrorisme"(38).

Most s'était abstenu de demander aux chefs du Parti l'autorisation de publier son journal, et ce fut avant tout pour cette "faute" que son exclusion fut prononcée. La décision révélait et le culte de la discipline que pratiquait la S.D., et les sympathies que l'attitude de Most éveillait à la base (en particulier à Hambourg), obligeant à le condamner pour des motifs plus juridiques que politiques. Il fut exclu, sans être entendu, par un congrès siégeant dans un château de Suisse, où les délégués s'étaient rendus aux frais de la direction du Parti (qui avait sélectionné entre autre un agent de la police politique de Berlin), et non de leur section respective. (39)

* Engels - semble-t-il - approuvait Vollmar qui, en 1882, songeait à doubler le Parti d'une organisation secrète laquelle n'hésiterait pas à utiliser des méthodes illégales pour obtenir l'abrogation de la loi scélérate. Mais le projet resta littérature (34) ; son application aurait en effet rendu une scission obligatoire, solution tout simplement inconcevable pour Engels comme pour Vollmar.

Most n'hésitait pas à dénoncer la corruption de certains dirigeants (Auer, par exemple), accusations dont il était impossible de vérifier le bien-fondé dans tous les cas, s'il n'est pas douteux qu'il l'ait été dans des cas déterminés (40). Dans l'autre camp, Ignaz Auer assurait, bien plus tard, que le gouvernement impérial avait cherché à "scinder la S.D. en un parti soi-disant radical et un parti modéré", en faisant donner "toute une armée d'agents provocateurs" (41). Et, certes, les provocateurs ne manquaient pas chez les anarchistes ; ils étaient également nombreux chez les S.D. et l'une des grandes occupations des membres du Parti consistait à les dépister. En découlaient-il que le gouvernement prussien ne se souciait que de provoquer des émeutes, sans d'ailleurs y parvenir le moins du monde ? Que la seule affaire de sa police était de "diffuser la presse anarchiste" (42), aux médiocres tirages ? Plus scrupuleux que son vieil ami Auer, Bernstein souligne que les provocateurs de police s'employaient surtout à faire de la propagande antisémite dans les rangs du Parti (44) Mais le côté brouillon des accusations rétrospectives d'Auer est à la mesure des craintes ressenties par cet "appareil" dont il était l'un des ornements inamovibles.

La réaction de la S.D. "marxiste" à la critique "anarchiste" préfigure son comportement ultérieur à cet égard : présenter les critiques, pris personnellement comme des maniaques de la "haine personnelle", de l'"arrivisme" ou encore du "cancon et de la combine", et souligner le rôle bienfaisant de la S.D. comme boulevard de l'ordre établi. L'un des hauts dignitaires du Parti devait le rappeler sans ambages dans ses mémoires:

Il y eut alors beaucoup d'ouvriers qui, sous l'effet de la loi des socialistes, tombèrent dans les bras de l'anarchisme. C'est à la S. D. exclusivement que revient le mérite d'avoir empêché l'anarchisme de gagner du terrain. en Allemagne. C'est la S.D. qui la combattit partout et lui a interdit l'entrée de la grande armée des travailleurs socialistes, ce dont ni un gouvernement ni une police ne seraient capables (45).

Et, de fait, les pays où l'anarcho-syndicalisme a pris la forme d'un mouvement de masse, l'Espagne (C.N.T.) et les États-Unis (I.W.W.) étaient dépourvus d'organisations "marxistes" puissantes.

Lors d'une des remises en cause périodiques de la "loi" (1883), Liebknecht déclarait dans le même sens au Reichstag : "Les pères de la loi antisocialiste sont les véritables créateurs du nihilisme allemand". (46) En réalité, il s'agissait assurément d'un aspect du problème, mais non le plus important. Certes, le terrorisme était à l'époque une réaction à la répression policière, mais tout autant il était dirigé contre l'esprit de conciliation entre les classes. Ses fervents, pour la plupart des intellectuels déclassés prônant un mode d'action nécessairement *réservé à une élite*, ne donnaient aucune réponse à la situation immédiate, aucune perspective qui ne fût de destruction. À l'intégration tendancielle des organisations ouvrières aux institutions, ils n'offraient et ne pouvaient offrir aucune alternative positive. À un régime fondé sur l'autorité mais capable d'assurer aux masses une existence précaire, dans un cadre complexe mais tangible, ils ne trouvaient à opposer qu'une autre autorité, mais celle-ci dérisoire: la leur. Et cependant la peur qu'ils inspiraient - et dont les gouvernements tiraient parti à leurs fins scélérates - joua un rôle dans l'ouverture de l'Allemagne à une politique sociale. Rôle négligeable peut-être à l'échelle historique, mais sensible sur le moment en tant qu'il a contribué à lever les dernières hésitations des dirigeants de l'État. D'un autre côté, par un choc en retour, les activités de Most et de ses partisans ont servi à renforcer ceux qu'ils voulaient combattre. Parties d'une critique motivée des méthodes parlementaires de la S.D., de ses mœurs, de sa mentalité comme de ses buts pratiques, elles aboutirent en fait à l'"appel pur et simple à la violence" (47), à l'éloge fanatique du régicide - seuls de grands coups portés à des têtes couronnées paraissant susceptibles de tirer les masses de leur apathie. Most et ses amis, ce faisant réagissaient, non seulement aux conditions allemandes, mais encore ils rejoignaient tous ceux qui en Europe et en Amérique n'admettaient pas encore le principe du compromis avec l'ennemi. Isolés, soumis de toutes parts à une répression féroce, ils arrivèrent à exalter, comme un moyen d'agitation, la réponse individuelle à la société. Vers la fin du siècle dernier, dans le monde de la petite entreprise, il semblait encore que l'action de quelques hommes, dévoués jusqu'à la mort à leurs idées, pût être efficace.

Plus tard, dans des circonstances plus dramatiques encore, un nouveau courant surgira où passe quelque chose de Most, de sa passion frénétique pour la liberté, de sa haine de la médiocrité humaine incarnée dans bourgeois", le dignitaire social-démocrate. Mais, cette fois, il ne s'agira pas d'action de masse, et qui plus est face à une organisation qui a fini d'osciller entre la contestation et la participation, qui a déployé les virtualités qu'elle contenait.

- NOTES

1) Edgard Milhaud, *op. cit.* p. 194.

2) *Ibid.*

- 3) 19/6/1879 ; cité par Max Nettlau, *Anarchismus und Sozialrevolutionäre...1880-1886*, Berlin, 1931, p. 145, n. 131 ; dans le même sens, cf. lettre d'Engels à Sorge, 19/4/1890.
- 4) Cité par Kurt Brandis, *Die deutsche S.D. bis zum Fall der Sozialistengesetz*, Leipzig, 1931, p. 55. Thèse universitaire à l'origine, c'est l'un des rares ouvrages de tout premier ordre qu'on doit à un historien marxiste-léniniste de la période de Weimar.
- 5) Cité par F. Mehring, *op. cit.*, II, p. 415 ; Engels déplorait, pour sa part, "la mollesse hors de saison" de ce discours (lettre à Becker, 1/7/1879).
- 6) *Gesammelte Werke*, XIV, p. 2 (oct. 1878).
- 7) Bernstein, pourtant partisan d'un langage prudent - et même au delà - allait jusqu'à dire un jour de l'organe berlinois du Parti (dirigé par W. Bloss) que "Bismarck serait un âne s'il l'interdisait" ; lettre à Engels, *Aus der Frühzeit des Marxismus*, Prague, 1935, p. 114.
- 8) Engels, *Labour Standard*, 23/7/1881 ; rep. dans *The British Labour Movement*, Londres, 1941, p. 38. On admet généralement que 10.500 personnes en tout furent condamnées à des peines de prison notables, pendant toute la période d'application de la loi.
- 9) *Protokoll...* Wyden, 1880.
- 10) *Ibid.*, p. 28.
- 11) *Politische Reden*, IX, p. 22 (1881).
- 12) Brandis, *op. cit.*, pp. 75-76.
- 13) Rep. par E. Bernstein, *Die Geschichte der berliner Arbeiterbewegung*, Berlin, 1907, II, p. 284.
- 14) *Sozial-Demokrat*, 8/3/1890, fac-similé, *ibid.*
- 15) Brandis, *op. cit.*, p. 75-76.
- 16) "Rückblicke auf die sozialistische Bewegung...", *Jahrbuch für Sozialwissenschaft*, I, 1879, p. 96. Les auteurs de l'article sont Höchberg, Bernstein et Schramm. On trouve plus loin, attribuée à Vollmar, la première étude théorique sur "le socialisme en un seul pays".
- 17) *Ibid.*, p. 159.
- 18) *Discours*, V, p. 113.
- 19) 58.000 marks en 1876 ; 35.000 en 1878-80 ; 95.000 en 1883 ; 208.655 en 1887.
- 20) G. Mayer, *Friedrich Engels*, II, p.333.
- 21) Brandis, *op. cit.* p. 5.
- 22) Cf. par exemple : Zygmunt Bauman, "Ewolucja elity engielskiegoruchu raboiniczego", *Studie Soziologiczno Polityczne*, 1958, 1, pp. 25-122. Selon cet auteur, les classes ouvrières anglaises se composaient, dans une première phase, de deux catégories distinctes : d'une part, les artisans qui cherchaient à maintenir leur statut social par l'assistance sociale et se regroupaient pour le conserver ; d'autre part, une masse de travailleurs non qualifiés amorphe et donc incapable d'organisation, - privés de vie et de statut sociaux, placés donc en marge de la société, ses membres avaient pour seul moyen d'action des mouvements spontanés, violents et brefs. À cette phase succède, entre 1850 et 1890, l'apparition de couches de travailleurs spécialisés, ni conservateurs ni inorganisés, qui forment des syndicats de métier destinés à préserver leur rang dans la hiérarchie sociale. Puis, de 1890 à 1924, les différences entre qualifications professionnelles tendent à s'aplanir avec la diffusion d'un niveau minimum de qualification. Les associations à but strictement économique créent ou appuient un parti politique, fondé sur la classe globale, et non plus des catégories corporatives. Enfin, de 1925 à nos jours, une stabilisation se poursuit graduellement. La valeur générale de ce schéma est incontestable, en tant qu'il raccorde le comportement politique des "élites" ouvrières à l'évolution des qualifications professionnelles. On lui fera toutefois, dans le cadre du présent essai, deux critiques de fond : d'une part, il ne permet aucune prévision autre que le maintien du statu quo et, en ce sens, il n'a qu'une portée purement sociologique ; d'autre part, il n'explique qu'à moitié le rythme auquel obéit l'histoire du mouvement ouvrier. En effet il ne tient compte que des périodes *organiques*, ou d'harmonie sociale, caractérisées par le développement des procédures d'arbitrage et le dépérissement de la grève, excluant par conséquent les périodes critiques, ou révolutionnaires, caractérisées par la propagation de formes de lutte nouvelles, surgissant sur les lieux mêmes du travail : grèves sauvages et conseils ouvriers. Malgré ce côté statique, l'étude de Z. Bauman demeure une importante contribution à l'histoire sociale des sociétés industrielles.
- 23) Tract, rep. dans Bernstein, *op. cit.*, p. 27.
- 24) *Politische Reden*, X, p. 246.
- 25) Wilhelm Schröder, *Handbuch der S.D. Parteitage von 1863 bis 1909*, Munich, 1910, p. 518.
- 26) L. Rathman, "Bismarck und die Schutzzollpolitik", *Zeitschrift f. Geschichtswis.*, IV, 1956, p. 943-44.
- 27) 26/7/1885 ; cité par D. Fricke, *op. cit.*, pp. 276-77. Sur la vive poussée d'antiparlementarisme au sein du Parti, cette année-là, cf. aussi : Brandis, *op. cit.*, pp. 80-84 ; Ed. Bernstein, "Wie es im Jahre 1885 stand", *Neue Zeit*, XXI, 1, 1912-13, p. 432 sq.
- 28) *Protokoll...* Chemnitz, 1912, p. 392.
- 29) Lettre à Bernstein.

- 30) *Oeuvres*, V, Paris, 1911, pp. 194-95.
- 31) *Anarchisme et socialisme*, Paris, 1923, pp. 67-68.
- 32) Lettre-circulaire à Bebel et autres (sep. 1879) ; Karl Marx, *Ausgewälte Schriften*, Zurich, 1934, II, p. 642 sq. La direction du Parti refusa de désavouer publiquement Höchberg et ses amis.
- 33) Lettre à Sorge.
- 34) G. Mayer, *op. cit.*, II, p. 357.
- 35j) *Die Freiheit*, 26/4/1879 ; cité par Brandis, *op. cit.*, pp. 93-96.
- 36) *Die Freiheit*, 24/1/1880 ; cité par Nettlau, *op. cit.*, p. 153.
- 37) *Sozial-Demokrat*, 21/1/1880 ; cf. Nettlau, *op. cit.*, p.160.
- 39) Mehring (*op. cit.*, II, p. 445) moquant leur petit nombre va jusqu'à les décrire comme "une demi-douzaine de pauvres diables". Le terme même dont Bismarck s'était servi pour désigner Lassalle et ses partisans...
- 40) Le Congrès décida également d'exclure le député Hasselmann qui, dans un discours au Reichstag, s'était solidarisé avec les tyrannicides russes (exécution du tsar Alexandre Ier). Il fut désavoué peu après par la fraction parlementaire qui exigea l'éloignement de "cet intrigant et anarchiste notoire". Tout cela n'empêchait pas Bismarck de produire à la tribune des citations ambiguës de Bebel qui, à l'instar de Marx, admettait plus ou moins le terrorisme en Russie, mais pas en Allemagne.
- 41) Sur la corruption dans les milieux syndicaux à l'époque de la loi des socialistes, cf. Schmölle, *op. cit.*, II, pp. 20, 34, 105 (en ce qui concerne le syndicat des charpentiers) .
- 42) Ignaz Auer, *Nach zehn Jahren*, Nuremberg, 1913, p. 118.
- 43) *Ibid.* L'inévitable Dieter Fricke a eu l'occasion de dépouiller les archives de la police politique de Berlin. Ces documents indiquent que le Chancelier aimait attiser chez les principicules allemands la peur que leur causait les écrits anarchistes. Si D. Fricke déplore la "distinction, très insuffisante" que les policiers faisaient entre socialistes et anarchistes (!), il ne rapporte rien qui puisse fonder les assertions d'Auer (cf. *Beiträge zur Geschichte...*, III, 1961, pp.)
- 44) Bernstein, *op. cit.*, pp. 53-6.
- 45) Wilhelm Blos, cité par Brandis, *op. cit.*, p. 83, n. 7.
- 46) Cité par Wolfgang Pack, *Das parlamentarische Ringen um des Soz. gesetz Bismarcks, 1878-1880*, Düsseldorf, 1961, p. 135.
- 47) selon l'expression de Lénine (*Que Faire ?*, Paris, 1947, p. 50).
- Il est piquant de constater que si Marx, en privé, prenait Most pour un *literati* qui fait scandale, Kautsky appliquait exactement la même épithète au Lénine de 1905 (cité par Dietrich Geyer, *Lenin in der russischen S.D.*, Cologne, 1962, p. 410).

CHAPITRE V

Tu es un âne ! Ce que tu réclames, on n'en fait un motif de résolution, on n'en parle pas, on le fait.

Auer à Bernstein (1899)

La loi était renouvelable à certaines échéances. Bismarck put la faire reconduire à diverses reprises, sans réussir toutefois à convaincre le Parlement de l'aggraver. À la fin de septembre 1890, la loi d'exception vint à l'un de ces termes. Le gouvernement n'en demanda pas la reconduction ; il avait alors d'autres soucis, et puis un premier projet en ce sens avait été repoussé au début de l'année. La levée de la loi ne signifiait aucunement d'ailleurs la suppression de toutes les entraves légales ou non à l'activité du Parti. Les brimades continuèrent longtemps, sous mille formes, d'une agressive absurdité toujours (1).

Mais cela n'empêchait pas le Parti de gagner des voix - et beaucoup, beaucoup ! - à chaque consultation électorale : en 1890, il avait conquis le cinquième des suffrages exprimés. Il avait repris sous des formes à peine camouflées ses multiples activités; des réunions se tenaient un peu partout où les "hommes de confiance" se retrouvaient toujours plus nombreux; la presse renaissait.

Persécuté, le Parti incarnait à sa façon des sentiments trop répandus pour être ignorés. Bismarck chassé, son successeur, le comte Caprivi, se déclarait "persuadé que la question S.D. sera la question qui dominera la fin de ce siècle et les premières décennies du suivant". Aussi, sans renoncer au bon combat, Caprivi repoussait l'idée d'en finir avec le Parti par des interdictions légales et préférait "lui couper l'herbe sous le pied" par une politique sociale. Une loi d'exception, ajoutait-il, un peu plus tard, "ne réduirait en rien le danger des crimes anarchistes, et bien au contraire le grandirait (2).

Cependant, outre les antagonismes entre barons de l'agriculture et barons de l'industrie, outre les succès socialistes et la crainte mythique des anarchistes, un autre facteur avait fait plier les maîtres de l'Allemagne. En 1889, une grève des mineurs, longue et sanglante, secoua la Ruhr. Cette grève n'avait été ni souhaitée ni préparée par les associations syndicales. En fait, si dans bien des cas ils sympathisaient avec la S.D., les dirigeants de la grève ne s'en réclamaient pas publiquement et l'influence de la S.D. était négligeable dans le mouvement (3). La "grève sauvage" aboutit à une amélioration sensible des conditions de travail en sous-sol. Mais son éclatement spontané tout comme son caractère de masse laissaient soupçonner l'étendue du péril que la répétition d'événements de ce genre était susceptible de faire courir au "respect de l'ordre". Certes, encadré au plan politique et syndical, ce potentiel de troubles serait moins menaçant.

Le nouveau Kaiser décida de s'en mêler en personne. Persuadé qu'il pourrait les amadouer, il reçut les délégués des grévistes : il se voulait alors un "empereur social" ; au demeurant les propriétaires des mines étaient des libéraux... Un peu plus tard cependant, ces bons sentiments devaient changer : le Kaiser était déçu par l'"ingratitude ouvrière". Le successeur de Caprivi voulut réintroduire des mesures d'exception. La tentative fit long feu ; mais, politiquement, jusqu'au déclenchement de la Guerre mondiale, les sphères dirigeantes tinrent systématiquement les socialistes éloignés des affaires. Si ceux-ci se trouvaient dans l'opposition, c'est aussi qu'ils n'avaient pas d'autres possibilités.

Pour sortir de cette situation, les dirigeants du Parti ne voyaient qu'un seul moyen : gagner des voix.

Si nous n'avons pas atteint jusqu'ici des résultats au Reichstag, [déclarait Liebknecht], ce n'est pas la faute du parlementarisme ; c'est simplement la conséquence de ce que nous n'avons pas encore dans le pays, dans le peuple, la puissance nécessaire. S'il y avait derrière nous autant de voix que derrière les partis bourgeois, le Reichstag serait pour nous tout aussi fructueux qu'il l'est aujourd'hui pour les autres (5).

D'ailleurs, comme le proclamait Engels, invoquant à l'appui le triomphe pacifique des chrétiens dans l'Empire romain, le temps des combats de rues était périmé, du moins avant que les socialistes eussent conquis la majorité électorale (6). Au Parlement, les députés socialistes ne firent guère que prolonger quelque temps la faible existence du cabinet Caprivi, garantir le vote du traité de commerce germano-russe (indirectement préjudiciable aux féodaux céréaliers), enfin soutenir - après les abstentions de naguère - les projets de réformes sociales, bref, participer pour la première fois à une éphémère majorité de rechange. Toutefois, la présence d'une importante minorité S. D. au Reichstag n'empêcha pas le pays de s'engager dans la voie du militarisme à outrance ou des pillages et massacres coloniaux . Les

protestations socialistes n'avaient alors aucun poids. Elles n'en étaient que plus énergiques. Jusqu'à 1913, la S.D. refusa de voter le budget. C'était un parti d'opposition réelle mais impuissante ; un parti réformiste mais condamné à approuver les réformes édictées par d'autres ; une force qui grandissait à chaque scrutin (7), mais nul usage de cette force ; une volonté de lutte qui s'exprimait en de multiples résolutions à la base ou dans les congrès du Parti, mais pas d'applications de cette volonté.

À l'origine, la S.D. avait une structure fortement décentralisée, à l'image du pays. La loi des socialistes renforça encore ce trait. La loi laissant aux autorités locales le soin de régler le sort des sections S.D., il n'exista plus dans une première phase que des organisations locales, sans grands liens avec le sommet (8). Cependant, un "comité du parti", dirigé par Bebel et ou le vieil eisenachien Geib tenait les cordons de la bourse, ne fut plus long à ressaisir la direction des affaires. Après la levée de la loi, la base du Parti continuait d'être constituée par les "hommes de confiance" (*Vertrauensmänner*, *Vertraueneleute* ou *Obleute*). Ces derniers n'étaient pas choisis par la direction centrale du Parti, mais proposés par les directions locales à des assemblées de cotisants et élus par celles-ci. Les hommes de confiance étaient chargés de collecter les fonds et de transmettre les instructions du sommet à la base et les informations de la base au sommet ; ils formaient véritablement la colonne vertébrale de l'organisation, un système pénétrant par capillarité tous les lieux de travail dans l'industrie.

Au sommet, une "commission de contrôle", où trônait Geib, indépendante en pratique de la direction du Parti - et cela dès avant 1890 - avait droit de regard sur toutes les associations S.D. En gros, la commission disposait des moyens d'éloigner des emplois rétribués par le Parti, tout "fonctionnaire" (permanent) qui lui déplaisait. Comme dans les autres "instances" du Parti, ses membres n'étaient pas loin d'être inamovibles. Sous le prétexte de lutter contre les déviations anarchisantes, la presse était soumise à une censure, parfois souple à certaines périodes, mais qui n'en était pas moins efficace (9).

Cet état de choses ne pouvait qu'entraîner l'apparition d'un courant protestataire dès le retour du Parti à la vie légale, un courant qui, avec des fortunes diverses et sous des formes variées, devait désormais être indissociable de l'existence de la S.D. En l'occurrence, les animateurs de ce courant eurent droit au surnom de "Jeunes" ; leur dénominateur commun à tous n'était-il pas de réclamer un renouvellement de la direction du Parti, dont certains des membres étaient en fonction depuis un quart de siècle ? "Si les fonctions restent toujours dans les mêmes mains, disaient les Jeunes, on risque fort de se trouver face au danger d'un bureaucratisme dans le Parti".

Nous avons déjà vu s'esquisser une critique de la bureaucratie, avec Bakounine et Most. L'un comme l'autre, ils tiraient de leur critique la conclusion qu'il fallait transformer le type et les buts de l'organisation et préconisaient un parti de révolutionnaires intransigeants, axé sur la propagande par le fait, une élite qui donnerait l'élan nécessaire et serait soudée par une discipline quasi monastique. Les nouveaux critiques réclamaient simplement un changement du personnel dirigeant et, partant, un changement de politique mais en laissant subsister la forme d'organisation. Leur critique de la bureaucratie avait donc une connotation libérale, conforme d'ailleurs à l'origine historique du concept*.

À ces critiques, Liebknecht répondait qu'il suffirait de recourir à un vote si jamais le danger se précisait, la démocratie interne du Parti interdisant le développement en son sein d'un "culte de la personnalité" (10). De même que la critique ne cesserait de réapparaître en toutes circonstances, de même la réponse...

Toutefois, les Jeunes étaient divisés à l'extrême. Certains se bornaient à déplorer le comportement présent de la fraction parlementaire et à demander son remplacement. Ce qui amenait Bebel et Engels à mettre ces critiques au compte de la jalousie et de l'ambition de "littérateurs et d'étudiants", sans s'interroger sur le bien-fondé de leurs accusations. D'autres en revanche allait jusqu'au rejet total du parlementarisme et n'hésitait pas à prôner en conséquence le recours à "la force des armes". Entre ces deux extrêmes, nombreux étaient ceux qui voulaient surtout voir réaffirmer l'orientation révolutionnaire du Parti, repoussant surtout les tendances centralisatrices qu'ils définissaient volontiers comme des tendances au "capitalisme d'État" (11).

Les uns et les autres furent finalement exclus de la S.D. et fondèrent un parti socialiste indépendant à qui ses divisions devaient faire la vie brève (la tentation et la vanité d'un certain "socialisme de gauche" !). Les premiers, souvent des intellectuels comme Max Schippel, devaient revenir ensuite au bercail S.D. et se situer définitivement à la droite du Parti, prototypes d'une évolution appelée à de fréquentes répétitions. Les autres, souvent des ouvriers autodidactes, tels que Fritz Kater, rejoignirent les associations dites localistes dont nous parlerons plus loin ; quelques uns enfin se retrouvèrent autour de l'anarchiste non violent, exalté et proudhonien Gustave Landauer.

L'un des premiers porte-parole Des Jeunes - et auparavant de la Gauche - fut Georges de Vollmar, ancien officier (et carabinier du Pape!) revenu de la guerre avec des béquilles. Il avait acquis sa popularité parmi les ouvriers de Bavière grâce à une attitude et un langage intransigeant. Mais à présent il

* Littré relève l'un des tout premiers emplois de ce terme chez l'économiste Gournay, dont il rappelle également qu'il fut père de l'expression "Laissez faire, laissez passer !".

s'agissait de gagner au Parti les petits paysans progressistes. Vollmar se sépara des Jeunes avant leur exclusion finale. Les difficultés d'une politique radicale dans une période de haute conjoncture, les extrémités auxquelles elle n'eut pas manqué de conduire si on l'appliquait réellement, le poussèrent dans la voie opposée. Son discours de l'Eldorado à Munich (12) fut le véritable manifeste du révisionnisme, c'est-à-dire selon les termes mêmes de Vollmar la politique de "la main tendue à toutes les bonnes volontés et le poing aux mauvaises", soit l'alliance avec la bourgeoisie libérale. C'était un programme de mesures essentiellement concrètes, immédiates, de protection sociale, droit de réunion effectif, contrôle sur les chefs d'entreprise, etc. ; et en échange l'assurance qu'en cas de guerre les socialistes s'en iraient mourir pour la patrie.

Dans une lettre qui, publiée en France, fit scandale en Allemagne, Vollmar envisageait une manière de soutien critique du socialisme d'État de Bismarck ou, plus exactement, de sa continuation :

Personne ne peut plus croire aujourd'hui au danger d'une utilisation du socialisme d'État pour des fins politiques (13). Bismarck rêvait de remplacer l'entreprise privée par la direction de l'État de façon à réunir en une seule main le pouvoir politique et le pouvoir social... Les démocrates socialistes ne désirent qu'une ingérence efficace de l'État pour obtenir de meilleures conditions sociales... L'opposition la plus violente [À Bismarck] vint cependant du capitalisme qui ne voulut rien entendre de son socialisme d'État. Voilà pourquoi il ne peut y avoir de véritable réforme sociale sans le mouvement socialiste ni contre lui (14).

Le Congrès du Parti (1892) condamna le "socialisme d'État qui, pratiqué par le pouvoir actuel signifiait au mieux de petites concessions, des acomptes sur le vrai socialisme que la S.D. se donnait pour "programme maximum". La condamnation de Vollmar devint un ingrédient rituel dont les chefs du Parti n'oubliait jamais d'assaisonner leurs discours. Bebel qualifiait de petites-bourgeoises les propositions de Vollmar. Sous couvert de fédéralisme, elles visaient à maintenir le particularisme sud-allemand et feraient perdre au Parti sa coloration propre en l'associant dans les scrutins parlementaires aux progressistes (pratique déjà courante en Bavière et en Bade, mais guère possible ailleurs) ; les adopter, déclarait Bebel, serait aller à l'émiettement de la S.D. (15).

Engels, de son côté, avait subodoré l'hérésie lassallienne sous le masque du socialisme d'État ; il conseillait de découvrir les batteries "au dernier moment" et de lancer alors toutes les réserves(16) ; question de doigté, problème de tactique ! Kautsky, résumant l'opinion générale, proclamait que la S.D. n'avait rien de commun avec le socialisme d'État qui, transformant "les capitalistes en un certain type de hauts fonctionnaires d'État" laissait intacte l'exploitation des travailleurs, mais sous une direction étatique (17).

Vollmar ne regardait pas si loin. Ce qu'il voulait, à ce moment, c'était que la S.D. soutint Caprivi au Reichstag, et ses vœux furent exaucés.

Le programme d'Erfurt

Le parti s'était donné un statut doctrinal avec le programme d'Erfurt (1891) lequel lui assignait comme tâche prioritaire de "rendre consciente et unitaire" la lutte de classe et comme but final de réaliser la suppression des classes. La proclamation que la propriété privée ne manquerait pas de conduire le capitalisme à sa fin prochaine était suivie d'un programme de transition destiné à fournir au parti ses mots d'ordre immédiats.

Certains critiques récents ont pu relever que ce programme "réduisait le marxisme révolutionnaire à la description d'un développement qui, agissant avec la force d'une nécessité naturelle, mènerait au but final socialiste" (17). À l'époque des lois d'exception, écrit l'un des plus remarquables de ces critiques, la S.D. inclina au "naturalisme" lassallien. Elle donna un tour mécaniste et fataliste à ce qui, dans le *Capital*, n'était encore que "lois tendancielle" poussant le système capitaliste à l'effondrement mais freinées par des contre-tendances également puissantes. La S.D. justifiait ainsi le refus d'une orientation extrémiste par la certitude du "grand patatras" inéluctable*, la ruine finale de tout le système.

Les tenants de cette interprétation idéologique expliquent de la sorte l'immobilisme et le fétichisme de l'organisation s.d. En effet, selon eux, si les rapports de production capitalistes étaient

* Discuter si oui ou non la perspective "catastrophique" du *Capital* est mécaniste, nous ferait sortir de notre sujet. Notons simplement que cette perspective était fréquente chez les penseurs socialistes des années 1850 et 60 et que l'interprétation mécaniste était, vers la fin du siècle dernier, très courante dans le mouvement ouvrier européen. Engels, par exemple, affectionnait ce terme de *Kladderadatsch* le "grand patatras" ; il en voyait un tout proche, écrivait-il à Sorge, le 12/4/1890, à la veille des élections allemandes.

vraiment destinés à se transformer tout seuls ou à peu près, il suffisait d'appuyer un courant de réformes au jour le jour, accroissant ainsi l'audience du Parti, des réformes s'insérant dans le cadre de l'ordre établi, et non de véritables "mesures de transition du capitalisme au socialisme" (les critiques en question, toutefois, ne vont pas jusqu'à définir tant soit peu ce qu'ils entendent par "mesures véritables").

Et certes Karl Kautsky, l'un des principaux auteurs du Programme et rédacteur de son commentaire en quelque sorte officiel, l'avait proclamé hautement :

l'irrésistible évolution économique conduit inéluctablement à la banqueroute du mode de production capitaliste (...) Il s'agit soit de progresser jusqu'au socialisme, soit de retomber dans la barbarie (19).

Un peu plus tard cependant, tandis que la controverse autour du révisionnisme battait son plein, Kautsky devait nier qu'il avait soutenu une théorie de l'effondrement proprement dite. Mais il maintenait que la survie du système capitaliste n'allait pas manquer de "devenir impossible du fait de la surproduction chronique" et qu'une société socialiste constituait l'alternative à cette "crise générale" (20). Outre que la Grande Guerre a justifié finalement ce pronostic, il ne semble pas avoir eu toute la rigidité que lui prête de nos jours une certaine exégèse académique ; article de foi sans doute, mais d'une foi qui n'était nullement celle du charbonnier et s'accommodait de mille et une clauses de style.

Car le "mythe de la catastrophe"- au sens de Sorel - n'était pas nécessaire à la justification théorique du réformisme et l'histoire a même montré depuis qu'il l'embarrassait plutôt qu'il ne le favorisait. Assurément, il permettait au Parti, "fraction militante, politiquement consciente du prolétariat" de distinguer "mieux que nul autre, scientifiquement", la "nécessité absolue du triomphe final du prolétariat" (21) . Mais cette agréable certitude n'avait de sens qu'en fonction de la "tâche que se propose la S. D. "

Elle veut que les classes laborieuses conquièrent le pouvoir politique pour, avec son aide, transformer l'État en une grande coopérative économique se suffisant à elle-même pour l'essentiel (22).

L'important, selon nous, c'est que cette conquête pouvait être, qu'elle serait *pacifique* et cela non pour des raisons historiques ou économiques, mais parce que la *démocratie* en offrait le moyen le plus sûr. Ce que Bebel a précisé parfaitement dans son célèbre discours de six heures au congrès de Hanovre (1899) :

Personne ne peut avoir de doute, dans le parti, sur ce que nous pensons de la révolution violente . C'est une absurdité d'admettre qu'il y ait dans notre parti un seul homme qui se sentirait disposé à faire une révolution, s'il est d'avis qu'il peut atteindre son but beaucoup mieux, beaucoup plus facilement et beaucoup plus simplement. Ce ne sont pas les révolutionnaires qui font les révolutions ; de tout temps, elles furent provoquées par les réactionnaires (23).

Bebel, en effet, exprimait dans ces paroles le sentiment profond des dirigeants du Parti. Il serait fastidieux d'aligner les myriades de citations qui le démontreraient. Sous la forme directe de la correspondance, Kautsky a ramassé en quelques lignes l'essentiel de cette conviction :

Nous avons en Allemagne non pas trop, mais pas assez de parlementarisme, et c'est la tâche du prolétariat de créer ce que la bourgeoisie ne se soucie guère de réaliser : un système parlementaire réel (...) Je ne puis considérer la dictature du prolétariat que sous la forme d'un parlement tout-puissant sur le modèle anglais, et qui aurait derrière lui une majorité s.d. et un prolétariat fort et conscient (23).

Ainsi l'idéal parlementariste, qui caractérisait la S.D. dès ses origines et pouvait se réclamer tant de Lassalle que d'Engels, trouvait-il maintenant son couronnement théorique: l'imitation politique du modèle politique anglais, ce modèle anglais où Marx, dans la préface à la première édition du *Capital* , voyait déjà le modèle économique de l'avenir. À présent toutefois, on passait de la tendance affirmée non sans réticences , et parfois contradictions, à l'affirmation résolue, toute hésitation abandonnée. C'est ainsi sans doute qu'il convient de lire et de rectifier ce jugement purement descriptif de Karl Korsch, auteur de quelques une des meilleures analyses de l'évolution du marxisme politique au XXe siècle :

Pendant la longue période où le marxisme se répandait lentement sans avoir aucune tâche révolutionnaire à remplir dans la pratique, les problèmes révolutionnaires avaient cessé,

aux yeux des marxistes, orthodoxes aussi bien que révisionnistes, d'avoir une existence terrestre, même sur le plan théorique (24).

Le révisionnisme

Le "fatalisme naturaliste", c'était donc tout bonnement la confiance dans ce que les manuels d'instruction civique appelaient déjà le "libre jeu des institutions démocratiques". Les proclamations apparemment rigides, les affirmations péremptoires restaient celles d'un mouvement politique agissant dans des conditions difficiles et contraint à des slogans empreints de la certitude de la victoire finale. Des formules conciliantes pouvaient malaisément satisfaire les militants de la base affrontant l'arbitraire et la répression, même s'ils acceptaient certaines concessions d'ordre tactique. Et puis cette oppression n'était pas telle qu'elle ne puisse être corrigée dans l'immédiat ; les moyens en existaient, semble-t-il. Et ces moyens étaient de ceux qui pouvaient alimenter une multitude d'activités, des associations mutuelles aux sièges de conseillers municipaux et de députés. Dans son ensemble, le Parti admettait de parler fort et d'agir prudemment, assez pour fonder la polémique contre l'ordre établi.

Cependant les diverses tendances révisionnistes n'entendaient pas, pour ces mêmes raisons, pousser bien loin leur "révision". Ce ne fut pas hasard si les premiers révisionnistes furent des hommes du Sud; là, les monarchies étaient, plus libérales, qu'en Prusse; là, le degré atteint par la politique démocratique permettait à la S.D. de s'insérer dans les institutions, sans faire bande à part comme au niveau national ou en Prusse. Dans ces conditions, inciter les travailleurs à mener une lutte ardente contre ceux dont on pouvait, sérieusement, aspirer à devenir les partenaires eut été en pratique un pur non-sens. Le "vieux langage" alors n'avait plus d'utilité, surtout dans un pays où la bourgeoisie, faible et servile, s'effrayait aisément. L'utilité, le vocabulaire "de gauche" ne la retrouvait qu'en période de crise - comme un stimulant et un ciment unificateur -. On y recourait surtout en Prusse dans le domaine, la politique, où se maintenaient les anciennes structures, celles qui avaient donné naissance précisément au "vieux langage". En bref, les révisionnistes répondaient par l'affirmative à la question de savoir "si une révolution contre la monarchie était évitable", si la démocratie pouvait transcroître naturellement de l'état présent, immédiat (26).

Le révisionnisme en tant que théorie fut néanmoins formulé non par ceux qui le pratiquaient dans le Parti, mais par un penseur relativement isolé, Édouard Bernstein, qui avait vécu à Londres, en exil, pendant la durée de la loi d'exception.

Bernstein déclarait s'attaquer à des "dogmes sacro-saints", à des "théories défraîchies" (27). Il s'en prenait au "blanquisme" du *Manifeste communiste*, à l'idée d'une expropriation de la bourgeoisie par la prise illégale du pouvoir (28). Il soulignait que les conditions où cette tradition s'était formée n'avaient plus cours à présent. Marx, disait-il, avait prédit la polarisation de la société en deux classes antagoniques, l'une toujours plus pauvre, l'autre toujours plus riche. Bernstein, s'appuyant sur des statistiques, soutenait que les revenus de toutes les catégories sociales s'étaient accrus et liait les perspectives de la S.D. à ces progrès du bien-être général. Il rejetait la loi de la valeur, la dialectique hégélienne tout comme le déterminisme mécaniste et considérait que l'expropriation sociale, "justifiée socialement par les progrès de la démocratie", ne s'accommodait plus de "convulsions violentes" (28).

Il synthétisait ainsi, sans originalité mais avec force, à peu près toutes les objections et critiques faites jusqu'alors - et depuis ! - aux idées marxistes du côté des universitaires et politiciens socialistes modérés.

En définitive, insistant sur certaines imperfections de la théorie marxienne des crises au regard de la conjoncture (29), Bernstein concluait que le capitalisme se trouvait désormais à même de museler les crises par la cartellisation, le crédit et d'autres voies. On allait de la sorte vers la régulation progressive du marché. Certes, des facteurs de désordre subsistaient dans l'économie: une distorsion entre l'offre et la demande, c'est-à-dire la consommation ouvrière ; dans l'intérêt de tous, l'exercice de la démocratie y pouvait porter remède (30). Coopératives, syndicats, représentations parlementaires et municipales, tel est ce que devait développer ce mouvement "qui est tout, alors que le but n'est rien".

À certains égards, l'ouvrage de Bernstein était paradoxal. Critique avoué de Marx, son auteur mettait une certaine coquetterie à se justifier par des citations de Marx et d'Engels - et il ne manquait pas d'en relever bon nombre qui allaient dans son sens. Il opposait un aspect dans leur œuvre - le souci démocratique - à un autre - la volonté révolutionnaire. Cette opposition, comme le rappelle Paul Mattick, n'était pas arbitraire:

Les tendances révisionnistes se développèrent longtemps avant la mort d'Engels. Celui-ci, et Marx lui-même, oscilla souvent et plus d'une fois se laissa entraîner par les apparents succès du moment. Mais, pour l'un comme pour l'autre, il ne s'agissait que d'un infléchissement temporaire de leur pensée fondamentale (...) Marx n'était nullement incohérent, mais il se croyait obligé de s'incliner devant une réalité changée et donc, en des périodes non révolutionnaires, afin d'agir quand même, d'agir de façon non révolutionnaire (30).

Chez Marx, en effet, dans les textes fondamentaux, et non dans les écrits de circonstance, journalistiques ou épistolaires, l'analyse menait à une mise en question radicale de l'ordre existant et concluait nettement en invitant les prolétaires à prendre en main eux-mêmes leurs propres affaires, leurs propres luttes. Cette œuvre se distinguait essentiellement par sa pointe critique, une critique tournée avant tout à l'encontre du mode de production capitaliste. Mais elle était aussi, avec une force égale, une critique du mouvement révolutionnaire et plus généralement du mouvement ouvrier : de *L'Anti Proudhon* à la *Critique du programme de Gotha*. Chez Bernstein, en revanche, la critique de l'un et de l'autre était remplacée par une critique de Marx, laquelle s'épanouissait dans une apologie réservée de l'ordre économique présent et une apologie sans réserve de la pratique effective de la S.D. Marx cherchait le modèle du développement du mouvement ouvrier dans ses phases de lutte les plus actives et évoluées - comme la Commune de Paris. Bernstein la recherchait dans les phases d'adaptation et de coexistence pacifique entre les classes, comme le trade-unionisme anglais. C'était là une différence de méthode.

Au *Programme d'Erfurt*, Bernstein adressait des reproches surtout d'ordre tactique. Le *Programme* faisait découler les crises des contradictions engendrées par la propriété privée des moyens de production ou, en d'autres termes, par l'absence d'un plan qu'aurait appliqué la classe ouvrière - celle-ci n'étant rien d'autre que sa représentation politique, son parti.

Vous, la seule classe capable de lutter contre le Capital, vous êtes aussi le seul parti qui peut proclamer : l'avenir est à nous ! (31)

Cette exclamation naïve et enthousiaste était celle d'un marxiste, de la première heure et de toujours, célébrant le triomphe électoral de 1890. L'identification de la classe et du parti à laquelle il procédait à l'heure du succès, nous avons vu plus haut que les "généraux" ne l'admettaient plus à l'heure de la défaite.

Plus prudent ou plus impatient que le *Programme*, Bernstein prônait un partage des pouvoirs avec les partis libéraux, et même avec la monarchie si besoin était. Le cas échéant, il suffirait - disait-il - "de prendre en main avec la même décision les intérêts de classe et l'intérêt national" (32). La politique d'Erfurt n'avait eu jusqu'alors aucun résultat véritablement positif au plan parlementaire. Les révisionnistes désiraient lui conférer un dynamisme plus grand et pour cela abandonner toute politique d'opposition *a priori*, pratiquer ce qu'on appellerait aujourd'hui l'"ouverture". Une évolution analogue se dessinait également chez les catholiques du Centre et chez les libéraux progressistes. Mais la coalition dont rêvait Bernstein n'eût jamais lieu que de manière épisodique, dans les périodes de catastrophe nationale (et, plus tard seulement, de difficultés sociales). À vrai dire, ce n'est pas là une caractéristique du mouvement socialiste allemand...

Le livre de Bernstein fut généralement mal accueilli dans le Parti. Ceux-là dont Bernstein voulait fonder en théorie les aspirations se souciaient peu de ses thèses. Ainsi Vollmar, incontestablement révisionniste, ne cachait pas dans son fief bavarois "son mépris pour les querelles de *literati*" (33). Il déplorait qu'on s'en prît à Marx et Engels, refusait de suivre Bernstein dans son appréciation trop positive du libéralisme bourgeois. Mais surtout il se prononçait pour le pragmatisme pur et simple :

Le parti qui exprime les intérêts du prolétariat à mieux à faire que poursuivre en champ clos des tournois théoriques où se glisse tout un cortège d'ergoteries, de coupage de cheveux en quatre et de devinettes pour spécialistes (...) [que] fabriquer à partir de petites différences d'opinion, des divergences à caractère fondamental (34).

Echo et critiques du révisionnisme

Aussi les thèses de Bernstein reçurent-elles un accueil favorable seulement - ou presque - dans les milieux de la presse bourgeoise et parmi les universitaires. Après vingt ans d'exil, le révisionniste proclamé comptait peu d'amis dans la place et moins encore de partisans déclarés et, déterminés : si l'exclusion fut épargnée à l'hérétique - heureusement pour ses finances personnelles ! - il n'en fut pas moins blâmé publiquement.

À l'étranger, les réactions étaient au fond identiques parce que, là aussi, dans le fond, la situation était identique. Ainsi Jaurès qui, à peu de temps de distance, avait opté pour la grève générale - un jour à venir - et la participation du socialiste Millerand au gouvernement - maintenant et tout de suite -, Jaurès se déclarait "dans l'ensemble" contre Bernstein, car, disait-il,

ce dernier a bien tort de demander au prolétariat de renoncer à la force que lui donne l'interprétation dialectique de l'histoire : il faut que les travailleurs, si accablés par les réalités d'aujourd'hui, et qui peuvent désespérer d'avoir dans leurs mains la force

nécessaire pour les transformer, il faut que les travailleurs se sentent aidés par la logique même de l'histoire (35).

C'était déjà l'idée du mythe que Sorel allait développer peu après, mais avec d'autres conclusions, une autre rigueur et aussi beaucoup moins d'effets... Sorel précisément, se rappelait "avoir entendu de notables socialistes français dire qu'ils trouvaient plus facile d'accepter la tactique de Millerand que les thèses de Bernstein" (36), la première étant en réalité la conclusion des secondes. Très lucidement, Sorel dégageait tout le sens de la controverse quand il écrivait :

Il est évident que Bernstein avait mille fois raison lorsqu'il ne voulait pas maintenir une apparence révolutionnaire qui était en contradiction avec la pensée du parti (...) Il ne voyait pas d'autre moyen pour maintenir le socialisme sur le terrain des réalités que de supprimer tout ce qu'avait de trompeur un programme auquel les chefs ne croyaient plus (37).

Seulement, la sagesse professionnelle des Jaurès, des Bebel, des Kautsky était plus grande. Les croyances des chefs ont une autre base matérielle que celle des masses et une justification idéologique ne leur est pas toujours indifférente. Autant du moins qu'il s'agisse pour eux de se poser politiquement face à une société donnée.

De façon assez paradoxale, fournissant comme il le faisait un portrait somme toute réaliste de la politique du Parti avant d'en hisser les résultats au niveau de la théorie générale, Bernstein ne contribua pas peu à la constitution d'un courant d'idées opposé : il alerta les esprits. Cependant ce courant, en un premier temps, se dégagea contre Bernstein, contre un hérétique particulier. Et ce ne fut que plus tard, devant les conséquences d'une certaine pratique, et non plus contre certaines idées, que ce courant évolua dans une direction nouvelle et, dans une conjoncture donnée, vers sa constitution en force indépendante. Cette évolution était au demeurant prévisible : elle fut tôt prévue par un observateur, hostile sans doute au Parti, mais qui n'hésitait pas à soutenir que la scission de la S.D. "en un parti démocrate-socialiste et un parti de lutte de classes ouverte serait le résultat naturel, nécessaire de toute cette évolution" (38).

Par le fond comme par la forme, la critique que Rosa Luxemburg fit des thèses bernsteiniennes dépasse toutes les autres. À ses yeux, cependant, il s'agissait essentiellement d'un débat d'idées. Et pourtant Bernstein l'avait bien souligné : "D'après moi, la tâche de la révision ressort du domaine de la théorie et non de celui de la pratique" (39).

Pour Rosa Luxemburg également il ne s'agissait pas de s'interroger sur la *praxis* s.d. Le révisionnisme constituait une déviation aussi déplorable que la "roséole anarchiste" des Jeunes ; il fallait en finir avec l'"opportunisme" (41). Rosa Luxemburg se donnait donc pour un soutien résolu de la S.D. tout en refusant de séparer le mouvement de son but final, de faire des réformes sociales une fin en soi, et en déniaut aux luttes syndicales et parlementaires toute autre fonction que de "socialiser la connaissance, la conscience du prolétariat, l'organiser en tant que classe" (42). À partir de là, Bernstein sans doute apparaissait comme un "déviationniste" mais aussi dans les faits le Parti tout entier, dès cette époque, n'était pas loin d'être "déviationniste". dans un analyse rétrospective, Korsch a pu noter :

Le caractère qui distingue le mouvement s.d. d'une politique bourgeoise de réformes, Rosa Luxemburg ne le voyait pas dans la pratique du dit mouvement, mais dans le "but final" superposé à cette pratique, essentiellement comme une idéologie et le plus souvent comme une phrase (...) Ce "but final" qui, selon elle, devait être "tout" se révéla par la suite n'être que ce "rien", comme Bernstein - plus sobre observateur de la réalité l'avait appelé (43).

Cette sèche mise au point historique ne rend compte toutefois que de l'aspect immédiat de la controverse ; elle néglige la manière dont les idées se forment et évoluent à l'échelon collectif et ramène le débat à une question de justesse ou d'erreur dans le jugement *politique*. Sur ce plan, Anton Pannekoek a proposé une vue plus large et plus satisfaisante en soulignant que la conscience que les hommes peuvent prendre de leur être social et de la société où ils agissent se fonde non seulement sur leur condition immédiate mais également sur leur condition antérieure. Dans les périodes d'évolution lente et continue, dit-il, les idées politiques tendent à se constituer en dogmes et les représentations du mouvement pratique, que ses membres s'en font, tendent à s'appuyer sur le passé, à le projeter sur la situation présente. Les décennies qui se trouvent derrière nous, ajoutait Pannekoek en 1919, ont vu s'effectuer un développement social accéléré, mais aussi un amoindrissement et une stagnation dans la formation des idées pour autant, par exemple, qu'on en compare le rythme à celui atteint pendant les phases de révolution bourgeoise. "C'est pourquoi, après la première et éclatante introduction du marxisme, un recul s'amorça : doutes révisionnistes, résurrection de la critique bourgeoise et

engourdissement dogmatique pour une partie des radicaux" (44). Ces lignes sont d'autant plus intéressantes que Pannekoek fut lui-même un porte-parole des radicaux et l'un des plus notables.

Plus précisément, la forme que revêtait la S.D. était alors une forme inédite. Pour "paraître ce qu'elle est" - comme l'en adjurait Bernstein, il lui fallait affronter une situation critique et se trouver obligée d'y répondre. On en était loin aux premiers temps du révisionnisme. On vivait encore une période de croissance rapide des forces productives ainsi que des institutions politiques et sociales, où les luttes ouvrières de masse étaient encore relativement rares. Par ailleurs, l'alternative anarchiste - si elle s'était déjà manifestée plus d'une fois - n'avait pris de formes durables et solides que dans le cadre de grandes organisations syndicales (et ailleurs qu'en Allemagne). Dès lors ces formes ne différaient plus de la S.D. que par les idéaux proclamés et le rôle social, certainement pas par la pratique effective : l'adaptation aux conditions du marché de la force de travail.

Toutefois, tandis que Kautsky, l'un de ses principaux critiques, accordait non sans hésitations à Bernstein que l'action syndicale ou coopérative devait avoir un rôle éminent dans les préoccupations de la S.D., Rosa Luxembourgeois, n'était pas loin de leur dénier toute importance s'agissant de l'avenir. Elle allait même jusqu'à soutenir que le mouvement syndical se dirigeait "vers des difficultés croissantes" ; les salaires étant promis à une dégradation inéluctable, "la lutte de classes politique et sociale" ne manquerait pas de se substituer à la lutte syndicale (45). Le développement de la démocratie touchait lui aussi à son terme ; que si le militarisme, par exemple, supprimait le jeu des institutions démocratiques, le mode pratique de fonctionnement de la société n'en serait pas sensiblement perturbé (R. L. voyait dans le militarisme un "gaspillage absurde de forces productives [qui] fournit à la classe des capitalistes le plus extraordinaire moyen d'investir le capital, ainsi que le meilleur point d'appui de sa domination de classe".) (46) Quant au Parlement, "forme historique du pouvoir exercé par la bourgeoisie", Luxembourgeois ne contestait pas la valeur de la tribune parlementaire en tant qu'instrument de propagande mais ajoutait-elle :

Il ne s'agit pas de s'opposer à la politique des classes dominantes du point de vue simplement des intérêts immédiats du peuple, c'est-à-dire de critiquer les classes dominantes du point de vue de l'ordre existant. Il s'agit de leur opposer pas à pas l'idéal de la société socialiste (47)

La S.D. devait donc s'efforcer de rendre toujours plus manifeste "sa tendance fondamentale : l'aspiration à la prise du pouvoir politique par le prolétariat en vue d'une transformation socialiste" ; sa presse devait "insister toujours davantage sur la puissance propre, les actions de la classe ouvrière et non sur les luttes parlementaires" (48).

Rosa Luxembourgeois proclamait ainsi le primat de la lutte politique ouverte, utilisant certes les institutions existantes, mais visant à transformer le mode de production capitaliste par une action violente, et non à transformer un mode de répartition "injuste" en faisant démocratiquement appel aux sentiments moraux (et aux suffrages !) des autres classes. Dans l'immédiat, cela signifiait le refus de toute coalition avec des éléments libéraux (comme il en apparaissait *de facto* dans les syndicats) et, à cet égard, l'isolement que les circonstances imposaient à la S.D. donnait à sa pratique une coloration satisfaisante aux yeux de Rosa Luxembourgeois comme de ses amis "radicaux" .

Le débat, si peu de militants s.d. en définitive y participèrent activement, fut acharné et dura longtemps. Au sein du parti, la lutte pour la représentation des diverses tendances devint une lutte pour le pouvoir, c'est-à-dire le contrôle de la machine électorale et surtout de la presse socialiste dans une ville ou une région déterminée. "Là où la section du parti correspondait à une zone géographique de concentration industrielle, axée sur une ville unique, l'organisation régionale du parti se trouvait souvent aux mains de la Gauche" (50). Ainsi Rosa Luxembourgeois pouvait-elle revendiquer (en 1913) les organisations de Stuttgart (mais le député s.d. de la ville était nettement nationaliste et conservateur), d'Essen, de Solingen, de toute la basse Rhénanie, de Berlin, de Gotha, en Saxe ; les journaux du parti à Brunswick, Erfurt, dans diverses villes rhénanes et l'hebdomadaire destiné aux femmes (51).

Cependant, les organisations régionales dominées par la Gauche constituaient des exceptions. En règle générale, ces organisations étaient conservatrices et s'employaient à étouffer le radicalisme des villes (52). Les radicaux ne pesèrent à aucun moment sur la conduite des affaires ; néanmoins., il est hors de doute que leur présence freinait le développement de ce "socialisme d'affaires" qui ne pensait qu'à s'installer dans les conseils municipaux ou les diverses caisses d'assistance sociale .

L'appareil - nous y reviendrons - pouvait dans une large mesure favoriser telle ou telle tendance, en fonction de la conjoncture : à gauche, pendant les crises ; à droite, pendant les périodes plus calmes...et, dans les deux cas, pour recueillir plus de suffrages et plus de membres, plus d'influence et plus d'argent. Au demeurant, Rosa Luxembourgeois, restant au plan des cercles dirigeants, s'en doutait bien, qui allait jusqu'à dire (en privé, bien entendu) :

Tant qu'Auguste [Bebel] et Cie étaient sur la défensive face à Bernstein, ils accueillait volontiers et notre société et notre aide - parce qu'ils étaient littéralement en train de faire dans leurs pantalons. mais qu'on vienne à l'offensive contre l'opportunisme et alors les Vieux rejoignent nos adversaires (53).

Les radicaux ne formaient pas une fraction, au sens bolchevique du terme, mais bien plutôt un courant aux contours labiles, évoluant au rythme des saisons politiques. Le plus souvent, dans certaines villes, un noyau affirmait sa constance groupé autour de quelque intellectuels, des instituteurs le plus généralement. Les révisionnistes (si l'on entend par là les seuls alliés déclarés de Bernstein) étaient en plus petit nombre encore. Ils venaient pour la plupart de ces milieux d'étudiants - traditionnellement réactionnaires en Allemagne - et, par rapport à ces milieux, sans doute avaient-ils des idées "avancées". Ils aimaient les discussions raffinées, la patrie allemande et l'éthique ; ils ne comprenaient strictement rien aux critiques exaltées de leurs adversaires au sein du Parti. Disposant d'argent, contrairement aux radicaux, ils avaient un organe mensuel dont ils disposaient en propre (54).

Un seul de ces révisionnistes, et c'est pourquoi la chose est mémorable, connut l'avatar de l'exclusion. Ce personnage, un certain Hildebrand, s'avisait vers 1910 que l'agitation sociale, que l'industrialisation des pays arriérés ne manquerait pas d'entraîner, allait priver l'Europe - "bénie par une civilisation supérieure" - de ses légitimes richesses coloniales. Il voulait donc réduire ces pays à l'état de colonies internationales (l'Allemagne en était nationalement mal pourvue) et voir leur développement interrompu (55). Les petits paysans lui donnaient également beaucoup de soucis mais, malheureusement pour lui, il vivait dans une région minière : il agaça. Ces thèses, somme toute, n'étaient pas neuves (56), mais il choisit de les agiter au moment où la répression la plus barbare faisait rage dans le Sud-ouest africain allemand ; Hildebrand n'était pas un ancien du Parti - où régnait alors une humeur de gauche -, il fut exclu. Notons encore que ce révisionniste du genre le plus courant se déclarait "socialiste dans les questions de la vie économique" parce que partisan "de l'essor et de l'organisation planifiée des forces productives", poussé qu'il était dans cette direction par ses "principes éthiques" un souci "d'auto-affirmation morale" (57).

Les révisionnistes étaient le plus souvent d'une autre pâte. C'étaient les "socialistes de cour" dans les monarchies du Sud, les invités aux agapes des bureaucrates d'État en Prusse ; d'un mot les socialistes présentables, non subversifs mais aussi non gaffeurs. L'un d'entre eux rapporte qu'il ne pouvait proclamer ses convictions dans les réunions s.d. car "la masse des camarades en prendrait ombrage"(58). Mais il n'y avait pas que les "camarades du Parti" pour barrer les voies au révisionnisme. Il y avait aussi l'Allemagne impériale, où les classes étaient séparées par des clivages très nets, où la bourgeoisie était faible et soumise au pouvoir, à la force détenue en dépit de leur petit nombre par l'aristocratie et la haute bureaucratie d'Empire souvent confondues. Le révisionnisme comme tel - l'alliance ouverte entre les classes - finit par triompher (avec, puis sans, et enfin de nouveau avec Bernstein) dans la politique du "4-Août", l'"Union sacrée", seulement quand les maîtres du pays en décidèrent ainsi et aux conditions qu'ils avaient fixées.

Dès lors, cette victoire devient tout autre chose que le succès d'un courant particulier. C'est la victoire de tout un monde, incroyablement puissant, et contre lequel nul ne peut se dresser que par une détermination fanatique. *Faute d'autre issue*, c'est ce à quoi les radicaux finirent par se décider. Faute d'autre issue également, la "social-démocratie pratique" de Bernstein finit par l'emporter dans les masses et, au plan de la théorie, à se soumettre le "marxisme orthodoxe ". Mais avant d'en venir là, il reste à examiner l'interprétation socio-politique que fournit de l'"hérésie" le "marxisme orthodoxe", ni radical ni révisionniste, "centriste" comme Marx Engels l'avaient été en d'autres temps et d'autres circonstances.

Le rôle des intellectuels

Dès 1895, Karl Kautsky notait la survie des classes moyennes, de nouvelles couches succédaient aux anciennes ou venant se ranger à leurs côtés : les diverses catégories de la "classe " intellectuelle.

Les intellectuels, disait Kautsky , peuvent en certains cas monter si haut dans la hiérarchie industrielle ou administrative qu'ils exercent la direction effective de l'entreprise au lieu et place du capitaliste d'autrefois. Souvent alors ils deviennent "les plus réactionnaires des réactionnaires" ; plus le nombre des intellectuels augmente cependant, et plus augmente pour eux le risque de la prolétarianisation (59), ce qui les conduit à se tourner vers la S.D. Cette couche sociale se croit placée "au-dessus des antagonismes de classes", elle veut donc "substituer les réformes sociales à la révolution". Bien sûr, Kautsky s'empressait de préciser qu'il ne s'agissait nullement de "la révolution au sens que la police donne à ce mot", mais du "but final du prolétariat", de "la révolution sociale", c'est-à-dire "une grande commotion politique, qui active la vie politique et fait battre avec plus de force le coeur de la nation" (60) (On remarquera le vide emphatique de cette notion.) Seul le permettrait un "parti de classe", mais

nombre d'intellectuels allaient s'efforçant de le transformer "en parti de tout le monde", en "parti populaire". Isolée socialement "l'intelligentsia oppositionnelle" venait à la S.D. :

parce que nous constituons aujourd'hui la seule force démocratique et que ces éléments, seraient enchantés d'une alliance avec les vestiges de la démocratie bourgeoise, à condition que quelques concessions soient faites aux travailleurs (61).

Ils avaient, ces intellectuels, d'autres raisons encore que l'amour de la vraie démocratie et du bien-être des travailleurs pour adhérer à la S.D. En tout cas, s'ils venaient au Parti, les dirigeants de celui-ci s'étaient employés à leur en faciliter l'accès. Et d'abord en se préoccupant de leur assurer "la matérielle". L'augmentation des traitements alloués aux fonctionnaires intellectuels du Parti fut un chapitre important dans les délibérations de divers congrès S.D., et cela tout de suite après la fin du régime d'exception. À ce propos, Wilhelm Liebknecht fit, en 1892, une intervention promise à la célébrité : longtemps on l'évoqua avec ravissement dans les sphères dirigeantes du socialisme : il n'est pas que les grands artistes pour aimer rappeler le temps où ils vivaient dans la "purée" ! Liebknecht, sollicitant l'aide du Parti pour élever les siens s'écriait :

Le traitement que m'accorde le parti n'y suffit pas du tout. Je n'y arriverais pas s'il n'y avait en à-côtés des rééditions de mes écrits, etc. L'égalité exige-t-elle que le niveau des salaires soit égalisé par le bas ? Vous qui m'écoutez, vous êtes pour la plus grande part, d'une certaine façon, des aristocrates parmi les ouvriers, question de revenus veux-je dire (62).

Au congrès de 1893, Bebel revenant à la charge souligne qu'un rédacteur gagnait dans la presse du Parti de 2.400 à 7.200 marks par an, alors qu'un rédacteur conservateur en touchait 24.000 et celui d'un journal libéral 18.000. Bebel assurait que si 85% des ouvriers se faisaient dans les 1.000 marks par an, il fallait se montrer plus large avec les "travailleurs intellectuels" du Parti, sans quoi on les perdrait. Mais, en 1894 encore, ces demandes furent rejetées. Un délégué de la base protestait que "la caisse du parti ne doit pas devenir un fond de secours pour universitaires", que c'était bien assez de payer 4 marks à l'un de ceux-ci pour une conférence, quand on n'en donnait que 2 à celui qui n'avait pas de titres académiques, et que ces gens ne devaient pas être accueillis comme des officiers mais comme des recrues. Ce même congrès fixa le salaire annuel d'un fonctionnaire permanent à 2.500 marks. Certains toutefois parvenaient à des émoluments. plus élevés et, disait un orateur, 3.000 marks ce n'est pas un salaire prolétarien et nous voulons prolétarianiser nos fonctionnaires (63).

En fait, le Parti luttant sur le marché de la politique contre des formations aux moyens financiers puissants, il se trouvait dans la nécessité d'obéir aux lois ordinaires de la concurrence et de payer bon prix ses spécialistes. Les protestations plus ou moins égalitaires de la base n'en pouvaient mais ; il était entendu qu'une étroitesse d'esprit périmée les animait.

Les décisions des congrès étaient loin d'ailleurs de passer dans la réalité. Elles s'appliquaient sans doute aux nouveaux et aux obscurs. Mais pour les ténors, c'était différent. Comme les prêtres, leur situation économique variait selon les conditions de lieu et de fonction. Ainsi, à Leipzig, Bruno (qui penchait plutôt vers la gauche) touchait déjà 6.000 marks par an en 1894. Kautsky déclarait en 1902 que sa position de rédacteur à la *Neue Zeit* (organe théorique du Parti, 3.850 abonnés en 1902) lui rapportait 5.000 marks. Franz Mehring bénéficiait de 3.000 marks au même titre (64) et, un peu plus tard, en tant que l'un des deux directeurs de l'École centrale du Parti, 3.000 autres marks vinrent s'y ajouter, pour une session allant d'octobre à mars (65). Compte non tenu de certains "à-côtés" (piges, droits d'auteur, tournées de conférences, etc..) la position était somme toute "convenable", et même enviable. Après tout, à Berlin, il n'y avait à l'époque qu'un médecin sur deux pour déclarer au fisc un revenu annuel de 3.000 marks et plus (66).

Pour les intellectuels pauvres, étudiants souvent originaires d'un milieu petit-paysan ou juif (67), privés de relations et de vernis sociaux, dédaignés par leurs maîtres et leurs condisciples, ce débouché était de ceux qui ne sont pas à dédaigner. Et "l'appel du socialisme" venait en même temps cristalliser des aspirations, une expérience et une vocation jusqu'alors diffuses.

Les intellectuels - et cette notion est prise ici constamment au sens de Hayek : les interprètes professionnels des idées - finirent donc par trouver un champ d'activité dans la S.D. et à pouvoir en vivre. Est-ce à dire, pour autant, qu'ils exerçaient une influence décisive sur son orientation ? Rien n'est moins évident. Certes, c'est bien l'idée qu'ils se faisaient d'eux-mêmes et de leurs pouvoirs. L'un d'entre eux, jeune fonctionnaire qui venait d'être mêlé à l'extrémisme de gauche, Robert Michels, pouvait dire en ce sens :

Le socialisme (...) a besoin d'intellectuels qui, loin de concentrer en eux-mêmes le mouvement, ont la mission de servir d'éclaireurs à la classe ouvrière en lui montrant la marche à suivre (68).

Dans son célèbre essai sur les partis politiques, le même Robert Michels allait encore plus loin, insistant sur "le besoin que la masse éprouve d'être dirigée et son incapacité d'agir autrement que sur l'initiative venant du dehors et d'en haut" (69). Michels sans doute ne désignait pas précisément l'intelligentsia d'avant-garde" - comme disaient les Russes (70) - mais l'ensemble des cercles dirigeants, l'"appareil".

Kautsky, dans la même perspective, faisait découler maintenant la nécessité du socialisme "des conditions de la production capitaliste" mais aussi de l'existence d'une "conscience socialiste" constituée "sur la base d'une profonde connaissance scientifique", et il ajoutait, dans un passage auquel Lénine devait accorder le sort qu'on sait :

Le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais la catégorie des intellectuels bourgeois ; c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés (...) Ainsi donc la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat et non quelque chose qui surgit spontanément (71).*

Voilà qui revenait à proclamer sans ambages la supériorité de l'intellectuel dans le mouvement socialiste. Pour apaiser les inquiétudes suscitées par cette proclamation, Kautsky dut peu après souligner que si les théoriciens socialistes devaient enseigner les ouvriers, ceux-ci à leur tour enseignaient ceux-là (72). En bref, c'était mettre en lumière qu'à défaut de bases matérielles au sein de la société - la propriété, les fonctions dirigeantes, etc. -, l'idéologie avait un rôle capital à jouer dans la S.D. Reste à savoir si les intellectuels se pressaient aux portes du Parti et s'ils exerçaient une influence spécifique - ou bien se bornaient-ils à donner une forme verbale aux tendances qui le traversaient ?

Or, dans leur grande majorité, les intellectuels allemands étaient profondément dévoués à l'ordre existant même si, parfois, certains d'entre eux se laissaient aller à des déclamations libérales ou à faire un caprice, "socialiste". Certes, en 1848, les intellectuels (surtout les juristes, mais c'était là en général la formation de l'intellectuel aux idées avancées) avaient constitué le fer de lance de la "gauche démocratique" (73). Ces temps héroïques étaient bien révolus cependant, la prudence étant venue une fois pour toutes, avec la défaite. Dans l'ensemble, ils ne se souciaient guère d'embrasser le socialisme (74) et d'aller au devant des tracasseries que cette adhésion ne manquerait pas d'occasionner aux sages et aux ambitieux. Le conservatisme foncier des intellectuels allemands apparut d'ailleurs au grand jour plus tard, lorsque professeurs et étudiants formèrent le gros des "corps francs" contre-révolutionnaires.

Dans le Parti même, les intellectuels, peu nombreux relativement, avaient un rôle d'animateurs, mais aux activités solidement tenues en laisse par les instances qui dominaient en réalité la vie du Parti : l'appareil administratif et ses commissions, la fraction parlementaire, etc. - tous organes où l'origine sociale et la formation universitaire pesaient beaucoup moins que la fonction effective. Kautsky pour son compte dut en faire l'amère expérience quand il fut évincé sans douceur, par la direction du Parti, de la rédaction de ces *Neue Zeit* qui étaient largement son œuvre (75).

Et puis il semble difficile de soutenir, comme le faisait Kautsky, que les nouveaux adhérents d'origine intellectuelle venaient essentiellement renforcer son aile "démocratique bourgeoise". N'est-ce pas Liebknecht qui affirmait, au dernier congrès s.d. du XIXe siècle, que la bourgeoisie allemande, ayant trahi sa mission historique, il incombait désormais au prolétariat de réaliser d'un même élan la transformation politique et la transformation économique (76). Et, dans les congrès, les *Herr Doktor* se répartissaient à peu près équitablement entre les trois tendances principales.

La S.D. évoluait et les intellectuels jouaient assurément un rôle dans cette évolution. Comme catégorie spécifique ? Peut être, mais alors tant et si bien imbriquée à l'ensemble du développement de la société en général et de la forme parti, en tant que développement autonome, qu'il est fort hasardeux de l'en séparer.

Racines matérielles des divergences

Le socialiste hollandais Anton Pannekoek a consacré à ce problème une analyse scientifique qui dépasse le cadre des querelles de tendances (75) (auxquelles il prenait part avec ardeur). Il voyait dans

* Encore une fois cette conception, qui dérive du jacobinisme français, était latente dans tout le mouvement socialiste ; simplement, elle parvient ici à une forme achevée.

les "divergences tactiques" au sein du Parti le prolongement au plan politique de deux transformations essentielles intervenues dans la société, conséquences elles-mêmes de la multiplication des grandes entreprises et de la productivité du travail, lesquelles avaient entraîné l'apparition d'un nouveau courant bourgeois dans la société globale. Ce courant, voulant remédier aux imperfections sensibles du système capitaliste, acceptait l'idée d'une réforme sociale mais à charge pour la S.D. d'accommoder son action à la "logique des choses" et de se contenter de "progrès effectués dans le calme".

La première de ces transformations n'était autre que l'accroissement de la classe ouvrière en nombre et en force, et sa constitution en grandes organisations syndicales et politiques visant la conquête du pouvoir et unissant sous le signe de la science et de la conscience de classe, des masses toujours disciplinées. La seconde, c'était le déclin des entrepreneurs indépendants et la naissance de nouvelles classes moyennes et, à leurs côtés, d'une aristocratie ouvrière. Celle-ci, grâce à sa forte organisation, avait vu sa situation s'améliorer ; ses conditions de vie la rapprochait du mode d'existence propre aux couches inférieures de la nouvelle classe moyenne et des idées de la petite bourgeoisie traditionnelle. Entre ces divers catégories, il y avait conjonction sur un point capital : elles ne possédaient pas de moyens de production et partant n'avaient pas un intérêt majeur au maintien de la propriété privée. En ce sens elles éprouvaient une certaine solidarité avec le prolétariat. Elles se séparaient de lui cependant en ce que la force de travail de leurs membres était hautement qualifiée, incorporant de coûteuses études, et aussi parce que leur éducation les avaient imprégnées "jusqu'à la moelle" des valeurs bourgeoises. Catégorie sociale intermédiaire, sans cohésion interne, cette classe moyenne proposait aux travailleurs son "socialisme civilisé" : le révisionnisme, mais elle refusait la discipline dans l'action (c'est-à-dire, en fait, de se plier aux décisions des congrès) et n'avait que faire du renversement de l'ordre capitaliste.

Il est une autre couche ouvrière, disait Pannekoek, pour rejeter la discipline de parti. Elle se recrute parmi les petits-bourgeois ruinés et prolétariés qui rêvent d'un retour au passé, où la disparition des contraintes étatiques s'associerait à l'épanouissement de la personnalité individuelle : les anarchistes.

Ainsi le mouvement ouvrier contient deux tendances également bourgeoises? L'anarchisme, "genre de maladie infantile", "idéologie du petit-bourgeois devenu fou, le révisionnisme étant celle du petit-bourgeois apprivoisé" (78), l'anarchisme voit dans le révisionnisme "une conséquence naturelle du marxisme" tout en admettant lui aussi l'action en commun avec la classe exploiteuse. Les révisionnistes, quant à eux, traitent les marxistes (c'est-à-dire pour Pannekoek, la gauche socialiste) de "romantiques révolutionnaires", "adversaires des luttes au jour le jour et des réformes". La réalité, répondait Pannekoek, c'est que les marxistes, refusant de faire des réformes une fin en soi, prônent l'action en masse comme le moyen efficace d'unifier la classe ouvrière. Partisans d'organisations toujours plus puissantes et disciplinées, ils repoussent une politique exclusivement parlementaire dont le seul effet serait de provoquer discorde et corruption au sommet du Parti, dégoût et scission à la base. Comme les anarchistes, sans doute, ils sont les ennemis jurés de "la bureaucratie d'État aux intérêts spécifiques" mais tiennent son pouvoir pour limité et n'en font pas une force en soi. C'est pour cette raison également que les marxistes contestent la conception révisionniste de l'État comme "forme" indépendante et qu'il soit possible de conquérir par la voie électorale. En bref, Pannekoek prônait la grève de masse comme "but en soi", comme "révolution en petit" (79), pour renverser l'État tout en surmontant les divisions au sein du mouvement socialiste et plus encore de la classe ouvrière en général.

Venant à la fin du grand débat sur le révisionnisme et la grève générale, l'analyse de Pannekoek unifiait et systématisait une foule d'éléments jusqu'alors épars dans la littérature polémique; mais si la diffusion de cette brochure fut grande, elle ne rencontra guère d'approbation ouverte, sauf celle du marxiste russe Lénine (80). Son auteur n'allait pas tarder à devoir en rectifier le vocabulaire, remplaçant le terme "révisionnisme" par "réformisme" (82) et réunissant du coup Bernstein et Kautsky, dès ce moment unis dans les faits.

Victoire du révisionnisme ?

À l'époque où parut l'analyse de Pannekoek, le révisionnisme avait cessé de constituer un sujet de discussion dans le Parti : son triomphe était tacite, mais silencieux. Il est tout à fait remarquable cependant que cette "victoire" n'eut aucune influence pratique sur l'orientation réelle de la S.D. Au demeurant, nous l'avons déjà vu, Bernstein s'en déclarait satisfait.

Une certaine interprétation récente, disons de la "marxologie" d'Occident, soutient que "le révisionnisme apparut sur la scène historique lorsque la vieille orthodoxie devint impraticable (...) Dans les pays industrialisés, les socialistes ne pouvaient rester révolutionnaires sans renoncer du même coup à toute efficacité"(82). Mais l'efficacité pour quoi faire ?

En 1910, on estimait qu'un membre du Parti sur sept, soit cent mille militants chevronnés sur sept cent mille, occupait des fonctions rétribuées (électives) dans les caisses d'assurances sociales, les bureaux

de placement, les conseils de prud'hommes, etc.* Une aussi large participation à l'administration de la force de travail dans l'intérêt du mode de production en général explique à elle seule l'abandon d'un vocabulaire et d'espérances qui en réalité n'avaient jamais correspondu à une pratique effective et consciemment adoptée. Un autre facteur de cette évolution, ce fut le poids acquis par les organisations syndicales et de multiples institutions - mutuelles, coopératives, etc. - observant une "neutralité" politique. Encore une fois, l'intégration de la S.D. à la vie nationale s'explique beaucoup plus par la transformation du capitalisme contemporain que par l'influence des théories révisionnistes lesquelles ne faisaient "qu'exprimer ce qui est", pour le sanctifier et non le changer. Aussi bien ce genre d'efficacité pragmatique se passe-t-il parfaitement de vues théoriques élaborées. Dès lors, on se trouve devant le fonctionnement empirique d'une formation politique, non pas devant une victoire du révisionnisme bernsteinien, effet et non cause efficiente.

De fait l'histoire a infirmé les thèses fondamentales de Bernstein. Il célébrait "l'énorme accroissement de la richesse sociale" qui allait entraîner "l'adoucissement des crises" ; mais il continue de s'en produire et la dernière, celle de 1913, déboucha sur la catastrophe - jusqu'alors inconcevable - de la guerre mondiale. Celle-ci sonna pour la première fois le glas du libéralisme, au destin duquel Bernstein voulait associer la S.D. Qui plus est, cette guerre révéla les tendances de l'avenir dans les progrès considérables de la gestion étatique, entrevus par les théoriciens de la Gauche. S'il est vrai, - comme le soutenait Bernstein, que la petite propriété était loin de disparaître au rythme prévu - affirmait-il - par Marx, et que de nouvelles classes moyennes prenaient leur essor, ce phénomène loin de fournir un point d'appui à la social-démocratie, dans sa marche au pouvoir, renforça en Allemagne les tendances au national-conservatisme puis, après la faillite historique de celui-ci, au national-socialisme. Et Hitler arriva au pouvoir à la tête d'un parti dirigé en majeure partie par ces "intellectuels" (83) que Kautsky imaginait porteurs de la conscience socialiste, et grâce à cette législation démocratique qui, disait Bernstein, "agit comme une force méthodique du socialisme" (84)...

Pas plus l'idée que le révisionnisme manifesta "l'apparition d'un écart croissant entre l'idéologie et la pratique" n'est-elle suffisante, surtout lorsqu'elle constitue la toile de fond de toute l'analyse (85). Elle laisse supposer en effet que l'unité de la théorie et de la pratique avait été réalisée auparavant et de manière tant soit peu effective. Or chez Marx déjà, la doctrine était, schématiquement exprimé, "fondée sur l'antagonisme du prolétariat face à la bourgeoisie, mais non sur celui des socialistes face aux bourgeois" (86), les premiers devant savoir l'heure venue soutenir les plus progressistes des seconds.

Dans la réalité de l'Histoire, orthodoxes et néo-orthodoxes aussi bien que révisionnistes et néo-révisionnistes n'ont cependant pas eu, jamais du moins dans les pays développés, à choisir eux-mêmes leurs alliés: les maîtres de ces pays ne les ont appelés - et ne les appellent - que quand ils ont besoin d'eux pour sauver leurs meubles et dans la mesure où ces meubles sont menacés, quitte à les congédier ensuite.

NOTES

- 1) E. Milhaud, *op. cit.*, pp. 73-130, décrit longuement ces procédés.
- 2) R. Geist, "Der Sturz (...) Caprivi", *Historische Studien*, n° 192, 1930, pp. 100-01.
- 3) Max Koch, *Die Bergarbeiterbewegung im Ruhrgebiet*, Dusseldorf, 1954, pp. 32-51.
- 4) Ce n'est donc pas seulement par prudence que Bebel (au Congrès de l'Internationale à Paris) niait que son parti fût mêlé à la grève.
- 5) Au Congrès d'Erfurt ; cité par Milhaud, *op. cit.*, p. 189.
- 6) Cf. la fameuse préface aux *Luttes de classes*.
- 7) 1890 : 1 million 400 mille voix, 35 sièges ; 1893, 1 million 800 mille voix, 44 sièges ; 1898, 2 millions 100 mille voix, 56 sièges ; 1903, 3 millions de voix, 81 sièges ; 1912, 4 millions 200 mille voix, 114 sièges. La représentation dans les diverses assemblées des États du Reich, les conseils municipaux ou aux nombreuses fonctions à caractère électif - préoccupation centrale de la S.D. - suivait une courbe non moins ascendante.
- 8) K. A. Hellfaier, *Die deutsche S.D.*, Berlin-E., 1958, p. 217. Cet auteur est le jeune historien dont nous avons rapporté les démêlés avec le grand patron de l'historiographie du socialisme 1869-1914, en Allemagne de l'Est.
- 9) Gerhardt Ritter, *Die Arbeiterbewegung im Wilhelmischen Reich*, Berlin-O., 1959, pp. 52-53.
- 10) Protokoll . . . Cologne, 1893, pp. 243-44.

* Le Parti comptait également 15.000 fonctionnaires appointés et près de 20.000 conseillers municipaux. Il faut noter cependant que le cumul des fonctions était fréquent. Cette répartition devait subsister dans ses grandes lignes sous le régime de Weimar.

- 11) Cf. l'introduction de Paul Fröhlich à Rosa Luxemburg, *Gesammelte Werke (G.W.)*, Berlin, 1925, III, p. 8.
- 12) 1/6/1891. Pièces en main, Domela Nieuwenhuis rappelait un peu plus tard que rien, dans les positions de Vollmar, ne s'opposait aux déclarations mêmes des chefs reconnus du Parti (cf. *Le Socialisme en danger*, Paris, 1897, pp. 3-14).
- 13) Attitude constante du *Sozial-Demokrat* qui dénonçait par exemple (8/2/1883) "le paradis mystificateur de la réforme sociale de Bismarck".
- 14) "Le Socialisme de M. de Bismarck", *La Revue bleue*, XLII, 25/6/1892.
- 15) Ritter, *op. cit.*, p. 133.
- 16) G. Mayer, *Engels...*, II, pp. 488-89.
- 17) Erich Matthias, "Kautsky und der Kautskyanismus", *Marxismusstudien*, II, 1957, p. 165. Cf. aussi dans le même sens: K. Brandis, *Die deutsche S. D.* pp. 101 -103, ou George Lichtheim, *Marxism*, Londres, 1951, pp. 261-64. Cette thèse apparaît pour la première fois, en 1923, chez Karl Korsch dans *Marxisme et philosophie*, traduit en français récemment (Paris, 1964).
- 18) ?
- 19) K. Kautsky, *Le Programme socialiste*, Paris, 1910 (1ère ed. all. 1892 ; tirage en langue allemande seulement : 400 mille exemplaires en 10 ans).
- 20) *Protokoll... Hanovre 1899*, p. 167.
- 21) *Ibid.*, pp. 135, 212, 215.
- 22) *Ibid.*, p. 125.
- 23) 1899 ; cité par E. Milhaud, *op. cit.*, p. 191.
- 24) Lettre à Franz Mehring, 18/6/93 ; cité par Fröhlich, *op. cit.*, p. 243. Kautsky pouvait d'ailleurs - l'eut-il voulu - s'appuyer sur de nombreuses assertions de Marx, celle-ci entre autres, tirée de la *Critique du Programme de Gotha* : [La république démocratique constituée] "l'ultime forme étatique de la société bourgeoise", celle sous laquelle "se livrera la dernière bataille entre les classes".
- 25) Korsch, *op. cit.*, p. 100.
- 26) Boris Goldenberg, *Beiträge zur Soziologie der d. Vorkriegs-S.D.*, Berlin, 1932, pp. 43-44.
- 27) *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, Paris, 1912, p. XII.
- 28) *Ibid.*, p. 50 sq. Engels avait d'ailleurs admis dans une note au *Capital*, le caractère changé des crises dans l'industrie moderne et "la disparition ou la forte diminution des principaux foyers de crises, et occasion de leur formation" (*Le Capital*, III, 2, n. 8). Le tableau devait pourtant se transformer encore une fois, et les crises réapparaître avec violence, culminant dans la guerre mondiale.
- 29) *Ibid.*, p. 216 sq.
- 30) "Karl Kautsky. From Marx to Hitler", *Living Marxism*, IV, n° 7, juin 1939, p. 200 ; une remarquable esquisse biographique.
- 31) Friedrich Lessner, *Sozial-Demokrat*, n° 39, 27/9/1890.
- 32) Bernstein, *op. cit.*, pp. 246-47.
- 33) R. Jansen, *Georg von Vollmar...*, Düsseldorf, 1959, p. 75 sq.
- 34) *Protokoll... Hanovre*, 1899, p. 215.
- 35) *Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste*, Paris, 1900, p. 21.
- 36) *Réflexions sur la violence*, Paris, 1912,;(7è éd., 1930), p. 72.
- 37) *Ibid.*, pp. 328-329.
- 38) Robert Brunhuber, *Die heutige S.D.*, Iéna, 1906, p. 208.
- 39) *Protokoll...Dresde, 1903*, p.63.
- 40) *Réforme ou révolution*, Paris, 1947, pp. 80-81.
- 41) *Ibid.*, p. 79.
- 42) *Ibid.*, p. 43.
- 43) "The Passing of Marxian Orthodoxy", *International Council Correspondence*, , III, 11/12, 1937, p. 8.
- 44) "Das historische Materialismus", *Rätekorrespondenz*, 2, juil. 1934, pp. 12-13 (1ère publication : *Nieuwe Tijd* ;: 1919 ; trad. Fcse : *La Flamme*, 2, 1946, p; 12).
- 45) *Réforme...*, p. 33.
- 46) "La Milice et le militarisme" (1899), in *Réforme...*, Moscou, 1960, p. 156. On sait que plus tard Rosa Luxembourg a repris et illustré théoriquement cette thèse dans son grand ouvrage sur l'accumulation du Capital. La même idée se retrouve d'ailleurs soutenue à l'époque, et dans les mêmes termes et par Bernstein et par Kautsky (cf. Pierre Angel, *Edouard Bernstein*, Paris 1961, resp. pp. 309 et 354).
- 47) "S.D. und Parlamentarismus" (1904), *G.W.*, III, p. 396.
- 48) *Ibid.*, p. 95.
- 49) *Reforme...*, pp. 59 - 61.

- 50) Carl Schorske, *German S.D.*, Cambridge, Mass. 1954, p. 129. Bien documenté cet ouvrage est devenu un classique (il couvre la période qui va de 1905 à 1917) ; travail purement académique, son apport à la réflexion théorique demeure faible cependant.
- 51) "Das Offizierium der Theorie", *G.W.*, IV, pp.. 652-53.
- 52) C. Schorske, *ibid.*
- 53) Lettre à Clara Zetkin, début 1907; cité par P. Fröhlich, *Rosa Luxemburg*, Paris, 1939, p. 129. Les "Vieux", ce sont évidemment les hauts dirigeants du Parti.
- 54) La revue en question, les *Sozialistische Monatshefte*, avait pour mécène un banquier, beau-père d'un de ses animateurs (cf. D. Fricke, "Der Fall Leo Aron", *Zeit. f. Gesch. Wiss.*, 5, 1960, p. 1084.
- 55) Cf. G. Hildebrand, *Sozialistische Auslandspolitik*, Iéna, 1911.
- 56) Notons à ce propos une formule de Bernstein sur le "droit des peuples de civilisation inférieure" (*Sozialistische Monatshefte*, déc. 1907, p. 989) Et Marx parlait déjà (1848) dans le même sens annexionniste, du "droit de la civilisation sur la barbarie; du progrès sur la stagnation", afin de justifier les revendications prussiennes sur des territoires danois (dans la *Neue Rheinische Zeitung*, rep in M.E.G.A., I, 7, pp. 351-55). Mais on n'en finirait pas d'aligner ici des citations de S.D. approuvant la politique pan-allemande !
- 57) *Protokoll...*, Chemnitz, 1912, p. 475 .
- 58) Schorske, *op. cit.*, p.
- 59) *Le Marxisme et son critique Bernstein*, Paris, 1900, pp. 242-54. Selon Kautsky, le nombre des "intellectuels" avait quadruplé en près de vingt ans, alors que celui des ouvriers n'avait pas doublé. Par "intellectuel", Kautsky désigne ici la masse des employés de bureau ou de commerce et des cadres d'industrie, là les cadres seulement, ou encore ailleurs les membres de l'"intelligentsia", le spécialiste des idées à proprement parler. Aussi bien ce concept ne semble-t-il pas avoir gagné en précision depuis le début du siècle.
- 60) *Ibid.*, pp. 336-40.
- 61) Kautsky à Adler, 5/6/01 : Victor Adler, *Briefwechsel...*, Vienne, 1954, p. 355.
- 62) in W. Schöder, *Handbuch der S.D. Parteitage*, Munich, 1910, pp. 72-73. De fait, Karl, le fils de W.L., ne dut qu'à l'aide extrafamiliale (du Parti) et aussi à un travail d'appoint de pouvoir terminer ses études (Karl Meyer, *Karl Liebknecht*, Washington, 1957, p. 22). Aujourd'hui comme hier, sous une forme ou sous une autre, le fait n'est pas rare dans les classes moyennes.
- 63) *ibid.*, p. 75.
- 64) *ibid.*, pp. 347-49.
- 65) D. Fricke, "Die S.D. Parteischule, 1906-1914", *Zeit. Gesch. wiss.*, V, 2, 1957, pp. 229-48. Les élèves de l'école bénéficiaient quant à eux d'une bourse de 125 marks par mois, ainsi que d'allocations diverses (famille, voyage, etc.). Cette dépendance vis-à-vis des instances, du Parti expliquerait-elle pourquoi la plupart de ces élèves rejoignaient par la suite la droite S.D., alors que la plupart de leurs professeurs appartenaient à la gauche ?
- 66) H. Brin, *Zur Akademiker- u. Intellektuellerfrage in d. Arb.bwg.*, Strasbourg, 1928.
- 67) Robert Michels, "Die deutsche S.D.", *Arch. f. Sozialwiss. u. Sp.*, XII, 1906, p. 518 sq.
- 68) Robert Michels, *L'Allemagne, le socialisme et les syndicats*, Paris, 1906, p.
- 69) Robert Michels, *Les Partis politiques*, Paris, 1914, p. 36.
- 70) Véra Zassoulitch à Karl Marx, 25-26/10/1880 ; *Perepiska K. Marksa- i F. Engelsa...*, Moscou, 1947, p. 206.
- 71) *Neue Zeit*, XX, 1, 19, pp. 79-80; Lénine, *Que Faire ?*, Paris, 1947, p. 41.
- 72) *Protokoll...der S.D.A.P. Oesterreich, 1901*, p. 214. Lénine, insistant sur la nécessité de ne "pas se couper des nasses", rectifiait le tir de manière analogue. Cf.. Lenore O'Boyle, "The Democratic Left in Germany", *Journal of Modern History*, XXXIII, 4, déc. 1961.
- 74) Brin, *op. cit.*, p. 59.
- 75) Kautsky à Adler, 17/11/17 ; V. Adler, *op. cit.*, p. 648.
- 76) *Protokoll... Hanovre, 1899*, p. 152 sq.
- 77) *Die taktischen Differenzen in der Arb. bwg.*, Hambourg, 1909. Une première esquisse de cette étude fut publiée en hollandais ("Marxisme en Revisionisme", *Nieuwe Tijd*, 1909). Cette esquisse ne comporte pas encore l'analyse des syndicats sur laquelle nous reviendrons au chapitre suivant.
- 78) *Ibid.*, p. 61.
- 79) *Ibid.*, p. 113.
- 80) *Zvezda*, 16/12/10 ; trad. in V. Lénine, *Marx-Engelse-Marxisme*, Moscou, s. d., p. 288 sq.
- 81) Ainsi qu'il ressort de corrections effectuées sur un exemplaire en ma possession et destinées vraisemblablement à une réédition qui n'eut pas lieu.
- 82) Leopold Labedz, in *Revisionnism*, Londres, 1962, p. 11.
- 83) cf. D. Lerner, *The Nazi Elite*, Stanford, 1951.

84) Bernstein, *op. cit.*, p. 296. Bebel disait dans le même sens au Congrès de 1894 "Quand nous aurons le pouvoir législatif, tout s'arrangera bien", etc., etc.

85) E. Matthias, *art. cit.*, p. 160.

86) Arthur Rosenberg, *Demokratie und Sozialismus*, Amsterdam, 1938, p. 277. Cette question ne peut, évidemment, être traitée ici de manière tant soit peu approfondie. Je me bornerai donc ici à reprendre une citation laquelle, dans sa concision, revêt un caractère classique, exemplaire. "Une restauration monarchique en France", écrivait Engels à Bernstein (27 août 1883), "aurait donc pour conséquence obligatoire que la lutte pour le rétablissement de la République bourgeoise reviendrait à l'ordre du jour. Le maintien de la République, en revanche, y signifie l'aggravation croissante de la lutte de classe directe et ouverte entre le prolétariat et la bourgeoisie jusqu'à la crise. Chez nous, le premier résultat immédiat de la crise ne saurait être également, pour ce qui est de la forme, que la République bourgeoise (...) qui nous servira tout d'abord à gagner les grandes masses des ouvriers révolutionnaires au socialisme révolutionnaire (l'affaire d'un ou deux ans) et à voir s'épuiser et se démolir les autres partis intermédiaires" (*Études de marxologie*, n°4, p. 48). C'est le schéma qu'esquissait déjà le *Manifeste communiste* de 1848 : un parti des travailleurs distinct appuyant les forces progressistes au sein de la bourgeoisie contre les forces réactionnaires dans une lutte qui serait "forcément le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne". Telle était, au XIXe siècle, la perspective d'action politique proprement marxiste.